
NIGER

par CARLOS CUEVAS

* Certaines sections du rapport ont été rédigées par le prof. Mario Masini de l'Université de Bergame. Le prof. Douglas Graham, de la Ohio State University, a contribué par ses utiles révisions et commentaires.

1.

TRAITS GÉNÉRAUX DE L'ÉCONOMIE*

Le Niger a une superficie de 1.267.000 kilomètres carrés qui en fait l'un des plus vastes états de l'Afrique Occidentale. Le pays n'a pas de débouchés sur la mer et les quatre cinquièmes de son territoire sont situés dans le désert du Sahara. Son climat est caractérisé par une température élevée et de faibles pluies. Les précipitations annuelles varient de 800 mm dans l'extrême sud (Gaya) à moins de 100 mm dans le nord. La température moyenne de l'année varie entre 27 et 29 °C dans l'ensemble du pays.

En 1985, la population du Niger était estimée à 6,1 millions d'habitants, avec un taux d'accroissement démographique de 2,8% par an¹. La densité moyenne de la population est l'une des plus faibles d'Afrique occidentale: quelque 4,8 habitants par km². Les trois quarts de la population sont cependant concentrés dans les régions plus favorables du sud du pays, où la densité atteint une moyenne de 28 habitants par km². Il y a dans le pays deux groupes ethniques dominants: les Haoussa, qui représentent 50% de la population totale, et les Zarma-Songhaï-Dendi (24%). Les autres groupes ethniques représentés sont les Peulh 10,5%, les Touaregs (y compris les Bella) 9,5% et les Kanouri-Boudouma, 5,5%.

En 1985, le revenu moyen par habitant équivalait à 257 dollars US par an, l'un des plus bas du continent². Le Tableau 1 montre l'évolution de l'économie par secteurs entre 1978 et 1985. Cette

1 Le recensement de 1977 a enregistré 5,1 millions d'habitants. Au taux d'accroissement actuel, la population est appelée à doubler en 25 ans.

2 Estimation basée sur le PNB aux prix courants (voir Tableau 1), les données de la population citées plus haut, et les taux de change en dollars US (voir Tableau 2).

évolution montre une période de croissance rapide et soutenue vers la fin des années 1970, suivie d'une crise et d'un déclin dans les premières années 1980. Le PNB réel a atteint un maximum en 1980 grâce à l'effet combiné du boom de l'uranium et de plusieurs années de précipitations abondantes qui avaient favorisé la production agricole. Après 1980, le PNB en termes réels fléchit constamment jusqu'en 1984. On remarque une légère reprise en 1985. Le taux de croissance annuel du PNB réel entre 1981 et 1985 a été de -2,8%. Par effet de cette crise, le PNB par individu a diminué moyennement pendant cette période à un taux annuel de 5,5%.

La crise économique qui a sévi à partir de 1980 est due à la forte diminution de la demande (et donc des prix) de l'uranium qui, ajoutée à la dépréciation du franc CFA, a créé une grave détérioration des termes de l'échange pour le Niger (voir Tableau 2). D'un autre côté, les investissements publics avaient accéléré vers la fin des années 1970 et n'avaient pas ralenti après 1980 au même rythme que la récession. De ce fait, les déficits budgétaires ont été beaucoup plus élevés après 1980 qu'ils ne l'avaient été pendant les années du "boom". Des efforts de stabilisation ont été entrepris dès 1983 avec le soutien du FMI, de l'assistance exceptionnelle de la France, de l'ADI et de l'assistance financière des Clubs de Paris et de Londres (Toh, 1986). Ces efforts ont permis de réduire progressivement le déficit public de 11% du PNB environ en 1981 à moins de 5% en 1985.

La secteur rural contribue en moyenne dans la mesure de 45% au produit national brut, et son apport n'a varié que faiblement pendant la période considérée (voir tableau A.1 de l'Appendice). Etant donné que 90% de la population vit dans les zones rurales, il s'ensuit que la productivité moyenne par habitant dans le secteur rural représente moins d'un vingtième de la productivité par habitant dans l'économie non rurale. Pour 1985, on estime un PNB par habitant de 135 \$ US par an dans le secteur rural, contre 1.361 \$ US dans le secteur non rural.

Dans la période 1978-1985, l'agriculture (production de grains) a représenté plus de la moitié du total de la production

TABLEAU 1

Indicateurs du Revenu National, 1978-1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Produit Intérieur brut (en milliards de francs CFA)								
Secteur rural	166,1	188,7	228,1	269,3	299,5	311,5	268,2	332,1
Agriculture	87,3	96,5	120,8	154,0	156,6	159,7	153,1	207,5
Élevage	61,4	72,2	89,0	104,1	120,8	128,0	92,7	100,0
Pêche et forêts	17,4	20,0	18,4	20,2	22,1	23,8	22,4	24,6
Secteur minier	37,0	63,1	67,4	52,0	49,8	55,5	53,6	59,3
Industrie et Énergie	16,4	19,4	22,2	27,0	32,4	36,9	35,7	38,5
Bâtiment et Travaux Publics	17,1	24,6	32,1	26,6	24,8	23,9	19,2	23,7
Commerce, Transports et Services	84,1	103,2	125,5	147,6	159,1	169,0	161,9	171,6
Etat	22,8	25,1	33,8	39,6	45,8	49,8	52,8	54,9
PNB au coût des facteurs	343,5	424,1	509,1	552,1	611,4	646,6	591,4	680,1
Droits et taxes d'importation	15,6	19,1	27,1	27,8	31,3	28,0	24,0	25,0
PNB aux prix courants	359,1	443,2	536,2	589,9	642,7	674,6	615,4	705,1
PNB aux prix constants de 1976	268,2	307,6	327,0	323,9	321,4	313,0	262,7	280,1
Indice implicite des prix (1976 = 100)	133,9	144,1	164,0	182,1	199,9	215,5	234,3	251,3
Taux de croissance annuel (%)								
PNB réel	7,2	14,7	6,3	-0,9	-0,8	-2,6	-16,1	6,6
PNB réel/capita	4,5	11,1	3,6	-3,7	-3,5	-5,3	-18,9	3,8
Déflateur implicite du PNB	16,0	7,6	13,8	11,0	9,8	7,8	8,7	7,5

Sources: Toh (1986), et IMF, International Financial Statistics (1985).

TABLEAU 2

Indicateurs économiques sélectionnés, 1978-1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Commerce et Paiements Extérieurs								
Exportations (mil. US\$)	290,7	487,1	578,2	436,7	370,5	376,8	326,1	294,7
Importations (mil. US\$)	410,0	628,5	794,1	662,8	520,4	424,3	340,5	411,9
Parties courantes								
déficit (% du PNB)	7,5	6,8	8,5	8,1	7,7	2,7	1,0	7,5
Termes de l'échange (1980 = 100)	88,2	97,5	100,0	63,5	63,0	62,3	57,7	60,6
Taux de change (CFA/US\$)	225,7	212,7	211,3	271,7	328,6	381,1	437,0	449,3
Finance Publique								
Recettes intérieures (% du PNB)	12,8	13,5	13,7	12,7	11,5	10,2	11,4	9,6
Dépenses (% du PNB)	16,5	16,7	19,7	23,6	18,5	17,4	16,4	14,4
Déficit budgétaire (% du PNB)	3,7	3,2	6,0	10,9	7,0	7,2	5,0	4,8
Form. brute de capital fixe (% du PNB)	25,3	25,5	25,5	22,0	18,7	13,5	13,3	14,9

Sources: Toh (1986), et IFM, International Financial Statistics (différentes années).

rurale, tandis que l'élevage a couvert un tiers du PNB rural. L'élevage du bétail a connu un brusque déclin en 1984 (même en termes nominaux) par rapport aux années précédentes à cause de la sécheresse sans précédent qui a frappé le pays et de la fermeture de la frontière nigérienne³.

Le millet, le sorgho et le riz sont les principales productions alimentaires. Le millet représente 77% de la production physique totale de céréales, le sorgho, 20% et le riz, 3%. La production de riz a augmenté constamment depuis 1979 (voir Tableau A.2 à l'Appendice). Le riz et le coton ont été les seules récoltes à ne pas être gravement affectées par la sécheresse de 1984, grâce aux travaux d'irrigation.

Le niébé est considéré à la fois comme une récolte de subsistance et comme source de recette. Les principales productions agricoles destinées à la commercialisation étaient traditionnellement les arachides et le coton, mais le niébé les a dépassés en volume de production et en volume de recette. La production et l'exportation de légumes, tels que haricots verts et oignons, ont nettement augmenté depuis 1978 et sont souvent favorisés par des politiques de cultures "contre-saisonnnières" ou de roulement dans les zones irriguées.

3 Le Nigéria a représenté un marché très important pour la vente du bétail nigérien. Quoique quelque forme de commerce clandestin existe probablement encore, ces transactions ne sont pas enregistrées dans la comptabilité nationale.

2.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET DÉVELOPPEMENT FINANCIER

Le Niger est membre de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA). Tous les pays membres de l'UMOA — Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo — ont une monnaie commune, le franc CFA, et une même banque centrale, la "Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest", (BCEAO). La France est représentée au Conseil d'Administration de la BCEAO et soutient l'UMOA pour maintenir la libre convertibilité du franc CFA avec le franc français. Ce soutien se manifeste moyennant des facilitations de découvert dans le compte d'opérations que la BCEAO entretient auprès du Trésor français. A son tour, la BCEAO est tenue à déposer 65% de ses réserves de devises en francs français sur le compte d'opérations. Le franc CFA est habituellement ancré au franc français à un taux de change fixe de 50 francs CFA pour 1 franc français. De ce fait, les politiques de change au Niger et dans tous les autres Etats membres de l'UMOA sont automatiquement alignées sur celles qui sont adoptées en France.

En tant que membre de l'UMOA, le Niger a un degré d'autonomie limité en ce qui concerne le contrôle de la masse monétaire et du crédit. L'instrument principal de l'UMOA pour le contrôle de la liquidité dans les Etats membres est le réescompte de la BCEAO. La BCEAO fixe des plafonds annuels de financement total pour chaque Etat membre en tenant compte de la production, des prix, de la liquidité, des objectifs de la balance des paiements, du niveau des réserves de devises de chaque pays et du total des réserves de devises de toute la zone monétaire. Les plafonds annuels ne comprennent pas le crédit saisonnier pour financer les

récoltes et les exportations agricoles. Dans le cadre des plafonds de réescompte fixés par la BCEAO pour chaque Etat, le Comité National du Crédit de chaque pays membre décide librement les différents octrois de crédit. Cependant, la part de crédit d'une banque réescompté par la BCEAO ne doit pas dépasser 45% du total, et le crédit aux gouvernements est limité à un maximum de 20% des recettes fiscales officiellement enregistrées l'année précédente. Les taux d'escompte sont établis par le Conseil d'administration de la BCEAO.

La distribution du crédit par secteurs est influencée par l'autorisation préalable des prêts excédant 30 millions de francs CFA, et par l'application à certains prêts de taux d'escompte préférentiels. Ces lignes de crédit spéciales répondent aux exigences des productions agricoles saisonnières, des petites et moyennes entreprises, et des petites entreprises de construction. Les priorités par secteurs sont établies par chaque gouvernement et exécutées par la BCEAO. Dans le cas du Niger, l'ordre de priorité est: agriculture, entreprises nigériennes, industrie et mines, bâtiment, transports et commerce.

Malgré ces priorités, le secteur rural (agriculture, forêts et pêche) est l'activité économique qui reçoit la plus petite portion de crédit par rapport au total du secteur privé. Comme le montre le Tableau 3, la part revenant moyennement au secteur rural dans le crédit total accordé au secteur privé n'est que de 6% alors que dans la même période le secteur rural contribue au PNB non étatique dans la mesure de 51%. Dans la période 1980-1983, l'apport du crédit institutionnel au secteur rural par rapport au PNB n'est que de 2%. Le bâtiment, les travaux publics, l'industrie et l'énergie sont les secteurs qui ont le plus haut pourcentage de crédit par rapport au PNB durant cette période. Au cours de ce rapport, nous approfondirons ultérieurement la question du financement de la production rurale.

2.1 POLITIQUE MONÉTAIRE

Le Tableau 4 nous montre l'évolution des plus importants

indicateurs monétaires entre 1978 et 1985. La quantité de monnaie augmente constamment entre 1978 et 1981 avec un taux d'accroissement moyen en termes nominaux d'environ 20% par an, plus ou moins en accord avec le taux de croissance du PNB nominal. On assiste ensuite à une forte contraction de la masse monétaire en 1982, où elle diminue de près de 12% pour rester pratiquement sans variations l'année suivante. Cette diminution reflète la crise économique généralisée qui s'est manifestée après 1980, tandis que les années 1984 et 1985 peuvent être considérées comme une période d'ajustement. En 1984, la masse monétaire bat son record de croissance précédent avec un accroissement nominal de 22% quoique l'économie se trouve dans un état de récession encore plus profonde que les années précédentes. Deux facteurs dont nous avons

TABLEAU 3

Participation des différents secteurs au PNB et accès au crédit destiné au secteur privé
Moyennes pour la période 1980-1983

Secteur	Participation au PNB privé au coût des facteurs %	Participation au crédit total du secteur privé %	Rapport Crédit/ PNB %
Rural*	51,17	6,22	2,05
Mines	10,54	9,11	14,80
Industrie et Energie	5,43	16,59	51,37
Bâtiment et Travaux Publics	5,07	15,58	52,92
Commerce, Transports et Services	27,80	52,50	31,86
Total secteur privé			16,89

* Agriculture, pêche et forêts.

Sources: Tableau 1 et Ministère du Plan, Bulletin de Statistique (1984).

TABLEAU 4

Situation monétaire, 1978-1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
A. Agrégats monétaires en millions de francs CFA, fin décembre de chaque année								
Quantité de monnaie	54,20	64,51	77,93	94,07	82,98	82,69	101,02	110,21
Monnaie légale en circulation								
plus dépôts à vue	46,39	57,27	64,59	74,75	70,93	66,55	78,41	
Quasi-monnaie	7,80	7,24	13,34	19,32	12,05	16,14	22,62	
Créances nettes sur l'étranger	20,00	18,69	8,72	18,64	-24,00	-18,59	-0,95	-3,43
Emprunts à long terme à l'étranger	1,38	3,50	9,45	16,55	20,03	28,12	28,01	35,45
Crédit national	42,36	57,46	82,31	98,97	126,70	130,81	120,20	134,50
Créances nettes sur l'Etat	-11,88	-18,36	-7,49	-2,89	16,34	17,86	22,01	26,90
Créances sur le secteur privé**	54,24	75,82	89,80	101,95	110,36	112,95	98,19	107,60
Autres créances (nettes)	6,78	8,14	3,65	6,99	-0,31	1,41	-9,79	-6,38
B. Variation annuelle en %								
Quantité de monnaie		19,02	20,80	20,71	-11,79	-0,35	22,18	9,09
Monnaie légale en circulation								
plus dépôts à vue		23,45	12,78	15,73	-5,11	-6,18	17,82	
Quasi-monnaie		-7,18	84,25	44,87	-37,63	33,94	40,15	
Créances nettes sur l'étranger		-6,55	-53,34	113,76	-228,76	22,54	94,89	-155,79
Emprunts à long terme à l'étranger		153,62	170,00	75,13	21,03	40,39	-0,39	25,85
Crédit national		35,65	43,25	20,24	28,02	3,24	-8,11	11,90
Créances nettes sur l'Etat		-54,55	40,80	60,21	648,32	9,30	23,24	22,22
Créances sur le secteur privé		39,79	18,57	13,40	8,25	2,35	-13,07	9,58
Autres créances (nettes)		20,06	-55,16	91,51	-104,43	554,84	-794,33	34,83

* Projections (Toh, 1986, et ce rapport).

** Comprend d'autres établissements financiers.

Sources: IMF, International Financial Statistics (annuaire 1985, et avril 1986).

déjà parlé à la section précédente peuvent expliquer cette perte de contrôle de la masse monétaire: la sécheresse de 1984 et la dépréciation du franc CFA. Ces deux phénomènes peuvent avoir provoqué une plus forte expansion monétaire dans le but de financer les aides d'urgence et le coût plus élevé des importations. La monnaie a augmenté de moins de 10% en 1985 à la suite des efforts entrepris pour se conformer aux plafonds établis dans le cadre des programmes de soutien du FMI.

L'évolution du crédit national montre trois périodes distinctes. D'abord, deux ans de croissance rapide (1979 et 1980) à un taux annuel moyen de près de 40% que l'on peut associer à la croissance de la masse monétaire au cours de la même période. Ensuite, deux

ans de croissance modérée, à un taux de 24% par an, et enfin une contraction drastique dans la période 1983-1985. Pendant ces trois années, en effet, la croissance moyenne annuelle du crédit intérieur n'a été que de 2,3% ce qui fait une réduction d'environ 5% par an en termes réels.

Il est important de mettre l'accent sur les variations qui se sont manifestées dans la distribution du crédit intérieur durant la période envisagée par le Tableau 4. Le trait le plus important est l'inversion de position nette de l'Etat en 1982, de créditrice à débitrice. Même si ce changement de signe dans les créances nettes sur le gouvernement se manifeste en 1982 (Tableau 4, section A), l'inversion de tendance commence déjà en 1980 lorsque la position créditrice nette du gouvernement commence à diminuer très rapidement, c'est à dire lorsque les créances nettes sur le gouvernement commencent à monter en flèche (Tableau 4, section B). La croissance moyenne annuelle des créances nettes sur le gouvernement est d'environ 250% entre 1980 et 1982. Cette tendance change brusquement dans la sous-période 1983-1985, pendant laquelle l'augmentation de la dette nette de l'Etat se réduit à une moyenne de 18%. Ce ralentissement intervient grâce à l'adoption des mesures d'austérité recommandées par le FMI dès 1983.

Une des conséquences de cette augmentation de crédit à l'Etat est que la part affectée au secteur privé dans le total du crédit intérieur baisse d'un niveau de plus de 100% jusqu'en 1981 à environ 80% en 1985.

Ce renversement de la position créditrice nette de l'Etat a été attribuée à deux facteurs principaux: d'abord, le déséquilibre de la balance des paiements dû à un fort déficit de la balance commerciale en 1980 et en 1981, l'augmentation de la rémunération de la dette et la diminution de l'afflux de capital non monétaire en 1982; et ensuite la croissance des déficits publics dûs à la stagnation des recettes de l'Etat et à l'augmentation des investissements extra-budgétaires dans le cadre du plan quinquennal de développement entrepris en 1979 (Toh, 1986). Ces phénomènes ont eu des conséquences sur la composition des sources de provision du système

bancaire, et en particulier sur l'ampleur des emprunts à l'étranger. Avant 1981, le Trésor et les dépôts du secteur public dans les banques publiques⁴ constituaient une part importante de la source de liquidité du système bancaire. Cela permettait aux banques de limiter leur recours à la Banque centrale et aux emprunts étrangers pour financer la demande croissante de crédit de la part du gouvernement. Cette augmentation de la demande de crédit était due aux difficultés financières des entreprises publiques, notamment des agences de commercialisation officielles, et au préfinancement des projets d'investissement extra-budgétaires (Toh, 1986). Les emprunts à l'étranger, aussi bien à court terme qu'à long terme ont augmenté substantiellement après 1980, ce qui a entraîné une position négative des créances sur l'étranger (voir Tableau 4, section A), et une croissance soutenue des dettes à long terme vis à vis de l'étranger.

En résumé, le tableau général de la situation monétaire dans les cinq premières années 1980, est nettement différent de celui de la fin des années 1970. Avant 1980, le pays avait une position créditrice nette, le gouvernement était créancier du reste de l'économie, le crédit intérieur et la monnaie augmentaient constamment. Après 1980, la position nette des créances sur l'étranger devient négative, le gouvernement est en position débitrice nette et on s'efforce de stabiliser la croissance du crédit et de la monnaie dans l'économie.

2.2 DÉVELOPPEMENT FINANCIER

Les indicateurs habituels du développement financier sont récapitulés au Tableau 5 pour la période 1970-1985. Dans cette période de 16 ans, le rapport entre monnaie totale (monnaie circu-

4 La Banque de Développement de la République du Niger (BDRN), et la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA).

TABLEAU 5
Indicateurs d'expansion financière, 1970-1985

Indicateurs	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1. Monnaie totale en % du PNB	8,65	10,64	9,48	12,09	12,78	14,14	12,57	13,03	14,97	14,57	14,75	15,74	12,70	11,86	16,42	15,63
2. Monnaie légale en % du PNB	4,38	5,03	4,54	5,20	5,90	5,98	5,76	5,14	5,45	6,16	5,88	5,83	5,40	4,52	4,99	—
3. Dépôts en % du PNB	4,26	5,21	4,94	6,90	6,87	8,17	6,80	7,89	9,52	8,41	8,87	9,91	7,30	7,34	11,41	—
4. Crédit intérieur en % du PNB	7,56	6,25	5,30	7,06	8,69	10,81	6,97	5,63	11,69	12,98	15,56	16,55	19,39	18,04	19,46	19,08
5. Variation dans les dettes étrangères nettes en % du PNB	—	-3,10	-15,0	-0,80	0,70	-0,30	-3,30	-1,70	1,10	0,90	3,20	-0,30	7,10	0,60	-3,40	3,51
6. Variation Monnaie totale (nominal) %	—	26,45	6,27	20,22	31,03	9,80	31,10	28,70	44,00	19,02	20,81	20,70	-11,79	-0,35	22,18	9,09
7. Variation Monnaie totale (réelle) % *	—	22,45	-3,62	8,47	27,67	0,71	7,49	5,43	33,97	11,68	10,56	-2,20	-23,43	-2,84	13,81	9,32
8. Variation Monnaie totale (réelle) % **	—	—	—	—	—	—	14,80	13,30	28,00	11,42	7,01	9,70	-21,59	-8,16	13,48	1,59
9. Taux d'inflation % *	—	4,0	9,89	11,75	3,56	9,09	23,61	23,27	10,03	7,34	10,25	22,90	11,64	-2,48	8,37	-0,23
10. Taux d'inflation % **	—	—	—	—	—	—	16,30	15,40	16,00	7,60	13,80	11,00	9,80	7,80	8,70	7,50

* Calculé d'après l'Indice des Prix à la Consommation pour les ménages africains, moyennes annuelles.

** Calculé d'après le déflateur implicite du PNB.

Sources: BCEAO, Bulletin Statistique (différentes années). - IMF, International Financial Statistics (différentes éditions). - Tableau 4 de ce rapport.

lante + dépôts) et PNB a presque doublé selon une progression plutôt instable en raison des fluctuations irrégulières de la quantité de monnaie nominale. Malgré les progrès réalisés au cours de ces 16 dernières années, le secteur financier nigérien est encore très sous-développé par rapport à d'autres pays à bas revenu.

La période que couvre le Tableau 5 peut être subdivisée en trois sous-périodes: 1970-1975, 1976-1981 et 1982-1985. Pendant la première sous-période, le rapport dépôts/PNB (Tableau 5, poste 3) a augmenté à un rythme plus rapide que le rapport crédit intérieur/PNB (Tableau 5, Poste 4) ce qui veut dire que les dépôts ont augmenté à un rythme plus rapide que les crédits. Dans la deuxième sous-période on assiste au phénomène inverse, ce qui implique une performance relativement meilleure dans la première sous-période dans le sens d'une plus forte contribution d'apports financiers dans l'activité économique. Pendant cette sous-période, les banques répondent à la demande de crédit en mobilisant essentiellement les dépôts du secteur privé au lieu de recourir au refinancement de la Banque Centrale.

Pendant la deuxième sous-période, 1976-1981, l'expansion du crédit semble en quelque sorte être forcé par la Banque Centrale. Le réescompte de la Banque Centrale se substitue à la mobilisation des ressources privées comme source de provision de crédit. Ces années correspondent à la période de croissance économique rapide entraînée par la production et l'exportation de l'uranium. Le crédit national augmente de trois fois par rapport au PNB, tandis que le rapport dépôts/PNB entre en stagnation après 1978. L'augmentation globale des dettes vis à vis de l'étranger, qui se manifeste au cours de cette sous-période, contribue à grossir les variables financières nominales, en tant que proportion du PNB nominal, lorsque le Niger fait des emprunts à l'étranger pour financer une plus large partie de son activité intérieure.

La dernière sous-période, 1982-1985 est caractérisée par des mesures de restrictions monétaires draconiennes, associées à une crise économique généralisée. Il s'ensuit que les rapports d'expansion financière (monnaie totale/PNB et Dépôts/PNB) baissent en

1982 et en 1983, pour remonter en 1984. Cette reprise est due à l'expansion monétaire causée par les aides d'urgence et par la dépréciation de la monnaie qui a suivi la grave récession de 1984. La proportion du crédit intérieur par rapport au PNB demeure plus ou moins constante au cours de cette sous-période.

Il est difficile de tirer des conclusions en termes réels sur le comportement des variables financières. Comme il ressort des Postes 7 et 8 du Tableau 5, ce comportement est très sensible au choix de l'instrument de correction, ce qui rend les conclusions dépendantes de l'indice choisi pour corriger l'inflation.

Le comportement des taux d'intérêt, comme nous l'avons indiqué plus haut, est entièrement déterminé par les politiques établies par l'UMOA pour la zone du franc CFA. Trois groupes de taux d'intérêt revêtent ici une certaine importance. Tout d'abord les taux d'escompte établis par la BCEAO, de même que les réglementations de marge, qui déterminent les plafonds des taux actifs autorisés pour les banques; deuxièmement, la structure des taux d'intérêt à verser sur les dépôts et troisièmement, le niveau de taux d'intérêt dominant sur le marché de la monnaie dans l'UMOA.

Le diagramme 1 montre le comportement des taux d'escompte pendant les dix dernières années. Entre 1975 et 1981, le taux d'escompte normal, (TEN) et le taux d'escompte préférentiel (TEP) demeurent constants, respectivement à 8% et à 5%. Les deux taux augmentent de deux points et demi en avril 1980, et sont relevés de deux points encore en avril 1982. Le dernier ajustement de la BCEAO, en décembre 1984, abaisse le taux d'escompte normal à 10,5% et le taux d'escompte préférentiel à 8%. Ce taux d'escompte préférentiel s'applique au financement des campagnes agricoles, aux petites et moyennes entreprises nationales ayant un endettement total de moins de 30 millions de francs CFA et à la construction du premier logement pour les ressortissants des pays membres de l'UMOA.

La BCEAO règle les taux applicables aux différents types de crédits en établissant des limites aux marges que l'on peut ajouter au taux d'escompte. La structure courante des taux de crédit nomi-

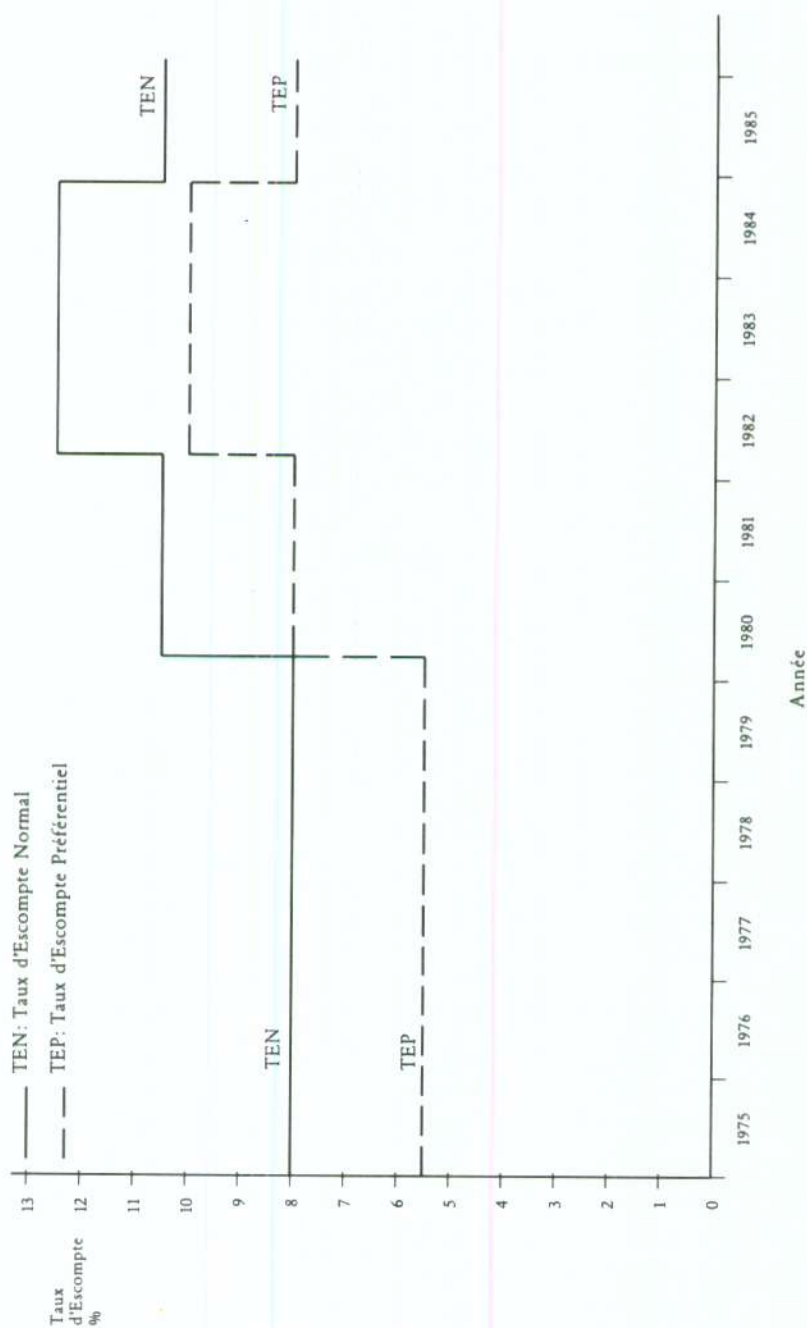
FIGURE 1: *Taux d'Escompte, 1975-1985*

TABLEAU 6

BCEAO Règlementation et Taux d'intérêt actifs, 1982-1985

Ligne de Crédit	Règlementation		Taux d'intérêt actifs %	
	Taux d'escompte %	Marge %	1982-1984	1985-temps présent
Crédits à Court et Moyen Terme				
Fin. récoltes et export. agricoles	TEP ^a	1 - 2	11 - 12	9 - 10
Petites et moyennes entreprises nationales pour un montant maximum de 30 millions de f. CFA	TEP	1 - 3	11 - 13	9 - 11
Construction premier logement pour ressort. UMOA, max. 1,5 millions de f. CFA	TEP	1 - 3	11 - 13	9 - 11
Autres crédits	TEN ^b	0 - 5	12,5 - 17,5	10,5 - 15,5
Crédits à Long Terme				
Petites et moyennes entreprises nationales pour un montant max. de 30 millions de f. CFA et échéance max. 10 ans	TEP	1 - 3	11 - 13	9 - 11
Construction premier logement pour ressort. UMOA, montant max. 1,5 million de f. CFA et échéance max. 10 ans	TEP	1 - 3	11 - 13	9 - 11
Autres crédits	TEN	0 - 5	12,5 - 17,5	10,5 - 15,5
Ecart total			11 - 17,5	9 - 15,5

Source: BCEAO

a TEP: Taux d'Escompte Préférentiel, voir texte.

b TEN: Taux d'Escompte Normal, voir texte.

naux dérivée de ces réglementations de la BCEAO est rapportée au Tableau 6, ainsi que la structure des taux dominants en 1982-1984. En ce moment, les taux de crédit vont d'un minimum de 9% à un maximum de 15,5%. Les autres commissions et mécanismes de valeur à échéance qui peuvent augmenter le taux d'intérêt effectif appliqué aux crédits sont également réglementés par la BCEAO. Les taux d'intérêt sur les crédits rapportés au Tableau 6 impliquent une gamme de taux d'intérêt réels sur les crédits allant de 1,5% à 8% contre une gamme entre 2,2% et 8,7% dans la période

1982-1984⁵.

Les taux d'intérêt autorisés sur les dépôts ont subi eux aussi une baisse en décembre 1984, à la suite de l'ajustement des taux d'escompte. Le Tableau 7 récapitule la structure des taux d'intérêt nominaux sur les dépôts du secteur privé entre 1982 et 1985⁶. La réduction du taux, dans ce cas, est d'un point pour toute la gamme, sauf pour les dépôts à vue où l'obligation de payer un intérêt a été suspendue pendant deux ans à partir de janvier 1985. En termes réels, les taux rapportés au Tableau 7 couvrent une gamme entre

TABLEAU 7

Règlementation des taux d'intérêt passifs sur les dépôts privés

Type de dépôt	Montant du compte francs CFA							
	jusqu'à 200.000		200.001 – 500.000		500.001 – 2.000.000		plus de 2.000.000	
	1982- 1984 %	1985 %	1982- 1984 %	1985 %	1982- 1984 %	1985 %	1982- 1984 %	1985 %
Dépôts à vue *	0	0	4,5 fixe	—	5,0 fixe	—	5,0 min.	—
Dépôts à terme								
Moins de 6 mois	7,25 fixe	6,25 fixe	7,75 fixe	6,75 fixe	8,25 fixe	7,25 fixe	8,25 min.	7,25 min.
6 mois à moins d'un an	8,25 fixe	7,25 fixe	8,75 fixe	7,75 fixe	9,50 fixe	8,50 fixe	9,50 min.	8,50 min.
1 an ou plus	9,25 min.	8,25 min.	10,00 min.	9,00 min.	10,50 min.	9,50 min.	10,50 min.	9,50 min.
Dépôts d'épargne	9,50	8,50	(montant maximum établi par chaque pays membre. Au Niger: 5 millions CFA pour les particuliers).					

Source: BCEAO

* L'obligation de payer un intérêt sur les dépôts à vue a été suspendue pendant deux ans, à partir de janvier 1985.

5 Estimations obtenues en appliquant le taux d'inflation moyen du déflateur implicite du PNB.

6 Le règlement de la BCEAO établit que les taux d'intérêt sur les dépôts du secteur public sont déterminés moyennant accord entre les parties contractantes. Au Niger, ces taux tendent à suivre les règles générales concernant le secteur des dépôts privés.

1,25% et 2% en 1985, sans considérer les dépôts à vue. Dans la période 1982-1984, la gamme de taux d'intérêt réels sur les dépôts se situe entre -1,5 et 1,7%

En résumé, les réglementations de la BCEAO et les taux d'inflation au Niger ont donné une structure des taux d'intérêt actifs réels et des taux d'intérêt passifs réels plus ou moins stable au cours des quatre dernières années. Les coûts de l'emprunt restent positifs en termes réels. Les rendements réels des dépôts bancaires sur la base des taux autorisés sont positifs pour les dépôts d'épargne et pour certaines catégories de dépôts à terme. Cette constatation pourrait cependant ne pas s'appliquer aux rendements effectifs perçus par les déposants, car ceux-ci dépendent du taux effectif payé par les banques et des commissions perçues pour les transactions et l'entretien des dépôts. On peut donc s'attendre à ce que seuls les dépôts importants à long terme reçoivent un intérêt réel positif dans les conditions actuelles.

Enfin, l'autre groupe de taux d'intérêt revêtant une certaine importance est celui qui domine sur le marché monétaire de l'UMOA. La création du marché monétaire de l'UMOA en 1975 répondait à la nécessité de conférer à la BCEAO un autre instrument de contrôle monétaire. On prévoit également que l'accès à ce marché monétaire encouragera les banques de l'Union à garder leurs excédents de réserves à l'intérieur de la zone monétaire, ce qui réduirait la fuite de capitaux des pays de l'UMOA vers l'étranger.

Alors que les taux d'intérêt de ce marché devraient être le reflet de l'offre et de la demande, "en général il n'en est pas ainsi. Les taux d'intérêt sont établis par la BCEAO et absorbent tout excès d'offre ou de demande de fonds aux taux officiellement établis" (Toh, 1984, p. 33). Les taux d'intérêt annuels moyens sur le marché monétaire sont rapportés au Tableau 8 pour la période 1975-1985. L'évolution de ces taux dans le temps a suivi de près les mouvements des taux d'escompte de la BCEAO dont nous avons parlé plus haut.

On ne voit pas très clairement si le marché monétaire a été

efficace dans la prévention contre la fuite de capitaux de la zone UMOA. Par contre, il ressort clairement du Tableau 8 que la structure des taux d'intérêt du marché offre aux banques une alternative intéressante aux prêts à taux préférentiels. Par exemple, la gamme des taux d'intérêt autorisés sur les lignes de crédit préférentielles se situe habituellement entre 9 et 11% (voir Tableau 6). Du moment qu'il existe toujours un certain risque d'insolvabilité chez ces crédits, un dépôt à trois mois sur le marché monétaire sans risque avec un rendement de 11% représente un emploi plus attrayant de la liquidité des banques. Ce mécanisme peut avoir mené certaines banques à réduire le volume de leur portefeuille-crédits pendant les années de la récession, sans compromettre sérieusement leur rentabilité.

En conclusion, cette section a montré que la croissance financière a eu lieu au Niger au cours des 16 dernières années à un rythme assez inconstant. La tendance à la croissance est devenue particulièrement floue après 1980 à la suite de la contraction de la masse monétaire et de la récession économique. La prochaine section va examiner plus en détail l'évolution des établissements financiers pendant cette période.

TABLEAU 8

Taux d'intérêt annuels moyens sur le marché monétaire, 1975-1985

Année	24 heures		un mois		trois mois	
	Dépôts %	Avances %	Dépôts %	Avances %	Dépôts %	Avances %
1975	7,000	7,125	—	—	—	—
1976	6,875	7,125	—	—	—	—
1977	7,000	7,250	—	—	—	—
1978	7,250	7,500	7,063	7,313	7,125	7,375
1979	6,938	7,188	7,063	7,313	7,313	7,563
1980	10,250	10,531	10,375	10,625	10,625	10,875
1981	14,500	14,813	14,625	14,875	14,875	15,125
1982	14,000	14,333	14,125	14,375	14,375	14,625
1983	11,500	11,813	11,625	12,875	11,875	12,125
1984	11,125	11,406	11,250	11,500	11,800	11,750
1985	10,625	10,875	10,750	11,000	11,000	11,250

Source: Toh (1986).

3.

PERFORMANCE DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Le système bancaire du Niger est constitué de neuf banques outre la BCEAO. Trois de ces établissements sont considérés comme banques publiques de développement, le "Crédit du Niger" (CN), la "Banque de Développement de la République du Niger" (BDRN) et la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA). Les six autres établissements sont des banques commerciales privées: la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Niger (BICIN), la Banque Lybienne Nigérienne pour le Commerce Extérieur et le Développement (BALINEX), la Citybank, la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (BIAO), la Massraf Faysal Al Islami-Niger (MFIN) et la Bank of Credit and Commerce International (BCCI). Le Tableau 9 montre quelques unes des principales caractéristiques du système bancaire nigérien.

TABLEAU 9

Caractéristiques du système bancaire, 1985

Banque	Constitu- tion (année)	Partici- pation de l'Etat %	Nombre d'agences permanen- tes	Tranche de marché ^a Dépôts privés %	Total crédits %	Total Actifs %
Banques de développement publiques						
CN	1958	45,4	1	—	—	—
BDRN	1961	37,0	11	50,0	63,3	44,0
CNCA	1967	100,0	5	—	12,5	9,1
Banques commerciales privées						
BICIN	1978	0	1	16,4	8,3	6,9
BALINEX	1978	50,0	1	3,1	4,1	3,0
Citibank	1979	0	1	0,3 ^b	0,2 ^b	0,9
BIAO	1979	0	5	30,0	15,8	17,0
MFIN	1983	0	1	—	—	—
BCCI	1984	0	1	—	—	—

Sources: BCEAO et bilans des banques.

^a Les tranches de marché (fin 1985) sont approximées à cause de différences entre les banques dans les classifications des dépôts et crédits.^b Estimations 1982.

Parmi les banques contrôlées par l'Etat, la CN finance le petit équipement et la propriété immobilière essentiellement pour les fonctionnaires de l'Etat. La BDRN est une banque multiservice qui opère dans toutes les branches du crédit, en prenant des participations et en offrant des services de dépôt et de paiements entre autres services bancaires typiques. La CNCA est spécialisée dans le financement de l'agriculture et dans d'autres activités à caractère rural. A l'exclusion de la BALINEX, il n'y a pas de participation étatique dans la gestion des banques commerciales. Toutes les autres banques commerciales sont contrôlées par des capitaux étrangers.

Les autres établissements non bancaires contrôlés par l'Etat sont:

- (i) la Caisse Nationale D'Epargne (CNE) qui collecte des dépôts (environ 1 milliard de francs CFA à la fin de novembre 1985) à travers le réseau postal. Cet établissement fera l'objet d'une

- étude plus approfondie par la suite;
- (ii) la Caisse de Prêts aux Collectivités Territoriales (CPCT), dont la fonction est d'octroyer des prêts aux collectivités locales (actifs totaux 1,5 milliards de francs CFA fin septembre 1982);
 - (iii) le Fonds d'Intervention en Faveur des Petites et Moyennes Entreprises Nigériennes (FIPMEN), qui offre des garanties, des subsides d'intérêt, du capital de risque et des services de conseil aux petites et moyennes entreprises ayant un minimum de 80% de capital nigérien. Le FIPMEN a été institué en 1983 et opère à travers l'Office de Promotion de l'Entreprise Nigérienne (OPEN);
 - (iv) la Société Nigérienne de Crédit Automobile (SONICA), qui finançait l'achat de voitures automobiles jusqu'à sa dissolution en 1985.

Comme nous le voyons au Tableau 9, le réseau de guichets du système bancaire nigérien est extrêmement limité. Il n'y a que 27 agences dans tout le pays, dont un tiers dans la capitale. Ceci représente approximativement une agence pour 226.000 habitants, un des rapports les plus bas du monde. Un des pays les plus pauvres d'Asie, le Bangladesh, compte une agence bancaire tous les 25.000 habitants. Tandis que l'une des plus pauvres nations d'Amérique latine, l'Honduras, compte un guichet tous les 15.000 habitants. Un tel degré de sous-développement du système bancaire n'est cependant pas inhabituel dans l'Afrique sub-saharienne puisque le nombre de guichets par rapport à la population est encore inférieur au Mali⁷.

Trois banques seulement ont un réseau de guichets un peu plus développé: la BDRN, la BIAO et la CNCA. De toutes les banques, la BDRN occupe la plus grosse tranche de marché aussi bien pour les crédits que pour les dépôts. La deuxième banque en importance est la BIAO, suivie de la BICIN. La CNCA n'exerce

⁷ La proportion implicite dans les chiffres rapportés par Masini (1985) est d'une agence pour 288,500 habitants.

pas la collecte des dépôts, mais occupe le troisième rang quant'à l'octroi des crédits. Il y a cependant une certaine segmentation dans le marché du crédit. La BDRN place environ 30% de son portefeuille crédits dans le secteur public, tandis que les banques commerciales répondent essentiellement aux besoins financiers des entreprises commerciales. La CNCA, de son côté, est entièrement spécialisée dans le financement d'activités économiques dans les zones rurales et d'un certain nombre d'entreprises semi-publiques associées aux activités rurales. Le taux global de croissance du système bancaire nigérien a fortement baissé pendant les dernières années dont on dispose de données. Le total des actifs et des passifs a augmenté de 26% en 1982, 10,6% en 1981 et 5,2% seulement en 1983. Les plus importantes banques commerciales et la CNCA ont connu globalement une diminution absolue en 1984.

La composition des actifs et des passifs du système bancaire nigérien est rapportée au Tableau 10 pour les années allant de 1980 à 1983. La structure des sources de provision du système bancaire (Tableau 10, section B) est caractérisé par certaines tendances négatives: pendant la période couverte par le Tableau 10 on assiste à une forte diminution des dépôts du secteur privé. Comme nous l'avons remarqué précédemment, cette chute des dépôts privés, accompagnée de la crise de liquidité du gouvernement et du retrait des dépôts publics, a provoqué une rapide montée des crédits de la Banque Centrale et des emprunts à l'étranger. Cette dépendance accrue vis à vis de la Banque Centrale affaiblit la propension au développement du système bancaire. En outre, la part des fonds permanents dans le totale des passifs a montré une légère tendance à la baisse dans un système qui se trouvait dans un état de grave récession. A moins que de nouveaux capitaux de risque ne soient investis dans les banques, cette tendance négative ne peut pas être renversée puisque toutes les banques majeures ont subi des pertes nettes en 1984⁸. Les perspectives d'expansion de l'activité du

8 La CNCA représentait une exception à ce propos, mais le compte des pertes et des profits de cet établissement est discutable.

TABLEAU 10

Composition des actifs et des passifs du système bancaire, 1980-1983

	1980 %	1981 %	Année 1982 %	1983 %
A. Actif				
Réserves	2,83	3,73	2,46	3,46
Créances sur l'étranger	3,98	2,61	1,61	3,46
Crédit au secteur public	7,76	11,26	12,69	12,17
Crédit au secteur privé	65,47	59,18	57,63	57,38
Autres actifs	20,88	23,16	25,55	23,52
Total actif	100,00	100,00	100,00	100,00
B. Passif				
Dépôts du secteur privé	34,00	34,42	24,96	25,41
Dépôts publics	13,27	10,13	8,19	7,79
Crédit de la Banque Centrale	10,07	13,27	16,44	16,96
Emprunts à l'étranger	21,40	16,88	28,01	27,75
Fonds permanents	9,62	8,83	8,89	9,11
Autres passifs	11,63	16,41	13,50	12,93
Total passifs	100,00	100,00	100,00	100,00

Source: Ministère du Plan, Bulletin de Statistique (1984).

système bancaire sont donc peu prometteuses.

Du côté des actifs, illustrés à la section A du Tableau 10, le trait le plus saillant est la chute des crédits au secteur privé de l'économie, accompagnée d'un accroissement du crédit au secteur public. Ceci s'expliquerait en partie par la contraction de l'activité économique dans le secteur privé. En même temps, la diminution de la part de crédit au secteur non public pourrait refléter une expulsion d'autres actifs contenus dans le portefeuille des banques dû à la rigidité de la demande financière du secteur public dans une période de restriction monétaire.

Il faudrait également considérer le fait que plus de 30% du crédit bancaire non destiné à l'Etat, va à des entreprises publiques ou semi-publiques opérant dans les différents secteurs de l'économie. Il s'ensuit qu'une large proportion du système bancaire nigérien se trouve à devoir financer des emprunteurs qui, le plus souvent, ne

correspondent pas aux critères de rentabilité du crédit. L'effet de cette situation sur le développement du système bancaire est bien connu. Si le risque du crédit continue à être supporté par les banques, celles-ci devront affronter de sérieuses difficultés financières et/ou une brusque diminution de leur activité. Si le risque est passé à d'autres créiteurs et, plus explicitement, au budget de l'Etat, alors les banques deviendront de simples offices administratifs de l'Etat. Dans ce cas, elles perdront progressivement leurs prérogatives d'entreprises indépendantes et n'auront aucun avantage à développer les capacités bancaires requises pour une bonne rentabilité institutionnelle.

Le système bancaire nigérien semble engagé dans cette voie peu prometteuse de répression financière. La BDRN, qui était appelée depuis sa création à soutenir les objectifs de développement industriel accéléré promus par le gouvernement, subit aujourd'hui les conséquences de ces politiques. Son taux d'insolvabilités est d'environ 50%, elle éprouve des difficultés à trouver des fonds, elle opère suivant des procédures administratives inefficaces, un personnel surabondant et un investissement en capital fixe superflu. Un projet de restructuration est en cours, mais, à moins qu'on n'établisse un système approprié d'encouragements et de sanctions, et que les entraves actuelles aux pratiques bancaires ne soient éliminées, une amélioration est peu probable.

Le cas de la CNCA présente quelques traits particuliers qui seront traités plus loin. Cependant, en bref, la CNCA a une caractéristique en commun avec les autres établissements publics: l'abus constant que l'Etat fait de ces établissements pour financer le déficit courant des entreprises publiques.

La BCEAO indique un accroissement de 76,5% des crédits douteux en 1983, et un ultérieur accroissement de 76,7% en 1984 pour le système bancaire en général. Ceci est probablement le résultat des différents facteurs négatifs qui ont affecté l'économie nigérienne après la fin du boom de l'uranium. Cependant, il semble également probable que l'UMOA et les autorités nationales du Niger ne se préoccupent pas excessivement du développe-

ment effectif des établissements financiers. Il s'ensuit que les politiques affectant les établissements financiers au Niger tendent à négliger la nécessité d'une rentabilité financière. On prend des mesures quand surgissent des difficultés pour les banques, mais ces mesures sont des remèdes à posteriori pour des crises à court terme. On n'entreprend pas d'actions de prévention contre la détérioration des portefeuilles des banques pour atteindre des objectifs de saine expansion financière.

Le portefeuille/crédits du système bancaire est fortement concentré sur le commerce, le bâtiment et l'industrie. Ces trois secteurs absorbaient, en 1983, 76% des crédits bancaires destinés au secteur privé (voir Tableau 11). Le commerce, à lui seul, recevait 46,4% du crédit au secteur privé et environ 53% du crédit total à court terme. Comme nous l'avons indiqué plus haut, le secteur rural (agriculture, forêts et pêche) reçoit la plus petite part du crédit institutionnel aux activités non étatiques. Cette part équivalait à 6,5% en 1978, avec une montée à 8,3% en 1982 et une chute à 4% en 1983.

La plupart des crédits aux secteurs de l'économie privée ont été à court terme. De fait, la structure des termes de crédit a montré une tendance au raccourcissement dans la période couverte par le Tableau 11. Le crédit à court terme représentait entre 69 et 73% du crédit total entre 1979 et 1981. Le pourcentage augmente jusqu'à près de 77% en 1982 et 83% en 1983. Ce raccourcissement des termes du portefeuille crédits devient encore plus net pour le secteur rural. Les crédits à court terme accordés à agriculture, forêts et pêche représentent 92% des crédits octroyés à ce secteur en 1983.

TABLEAU II

Distribution du crédit au secteur non étatique, 1979-1983.
Soldes de fin d'exercice en millions de francs CFA

Terme/secteur	Année					
	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Court terme						
Rural ^a	2.327	3.244	3.084	3.488	5.844	3.740
Mines	2.780	3.947	4.101	1.565	3.823	4.007
Industrie	3.001	4.636	8.733	8.094	11.692	9.627
Bâtiment	4.027	4.560	8.445	12.603	11.892	13.420
Transports	2.501	3.690	5.498	6.491	6.902	7.368
Commerce	16.335	24.418	25.910	28.856	36.106	44.802
Services	204	1.502	1.959	1.234	1.199	1.289
Etabl. financiers	399	—	—	—	—	—
Divers	2.588	10	—	—	—	—
Total court terme	34.612	46.007	57.730	62.331	77.458	83.533
dont entreprises publiques et semi-publiques %	8.099	13.779	18.560	22.259	27.793	25.272
Moyen terme						
Rural	734	1.010	1.392	2.299	2.506	326
Mines	6.649	8.470	5.251	6.572	5.029	2.907
Industrie	1.156	4.305	5.469	5.627	6.000	5.273
Bâtiment	1.607	2.750	3.034	3.390	2.625	1.437
Transports	910	1.723	1.772	1.482	1.040	938
Commerce	789	852	1.636	2.142	2.494	2.519
Services	241	678	730	917	1.053	1.062
Etabl. financiers	15	—	—	—	—	—
Divers	724	—	—	—	—	—
Total moyen terme	12.825	19.788	19.284	22.429	20.747	14.462
dont entreprises publiques et semi-publiques %	2.451	5.719	7.019	7.223	7.340	4.233
Long terme^b						
Industrie	56	47	—	—	—	—
Bâtiment	25	—	—	—	—	—
Transports	173	—	1.058	1.487	1.568	1.428
Commerce	—	783	25	25	20	15
Services	29	155	310	274	1.095	1.119
Total long terme	283	985	1.393	1.786	2.694	2.562
dont entreprises publiques et semi-publiques %	222	817	1.090	1.506	1.583	1.458
Total crédit	47.720	66.780	78.407	86.546	100.899	100.557
dont entreprises publiques et semi-publiques %	10.772	20.315	26.669	30.988	36.716	30.963

Source: Ministère du Plan, Bulletin de Statistique (différentes éditions).

^a Agriculture, Pêche et Forêts.

^b Secteurs sans crédit à long terme exclus.

Une dernière remarque sur la composition du portefeuille du système bancaire est la participation d'entreprises publiques et semi-publiques. Leur part sur le total des crédits non gouvernementaux de la part du système bancaire a été supérieure à 30% depuis 1979, avec un maximum de 36,4% en 1982. En outre, ces entreprises publiques et semi-publiques ont pratiquement monopolisé le crédit à long terme. Entre 1979 et 1981, près de 80% du crédit à long terme a été octroyé à ces entreprises. Ce pourcentage a baissé à 59 et 57% en 1982 et 1983 respectivement.

Cette section a complété l'analyse du développement financier entreprise à la section 2. Le système bancaire nigérien a continué à accroître le financement de l'Etat et des entreprises paraétatiques au détriment du secteur privé. La dépendance vis à vis des fonds de la Banque Centrale et des emprunts étrangers a augmenté, tandis que les dépôts du secteur privé ont fléchi. Le portefeuille-crédits du système bancaire montre un net déplacement vers l'économie urbaine, au détriment du secteur rural. La récession économique des premières années '80 a affecté la rentabilité bancaire, augmenté le volume du contentieux dans le portefeuille-crédits et accru les risques inhérents aux activités bancaires. Il s'ensuit que les banques ont réduit leur échelle d'opérations, raccourci la structure des termes et accentué la destination urbaine de leurs crédits. Le secteur rural a été particulièrement touché par ce processus. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, comme nous allons le voir au cours de la prochaine section, la finance informelle joue un rôle beaucoup plus important que les services financiers institutionnels dans les régions agricoles.

4.

CRÉDIT RURAL EN DEHORS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Cette section analyse d'abord les caractéristiques des institutions non financières et des programmes inhérents ou associés au crédit rural. Ces institutions sont, d'un côté, les agences publiques qui complètent les fonctions de la CNCA, et, de l'autre, les programmes spéciaux entrepris sous l'égide de bailleurs de fonds étrangers. Elle étudie ensuite le rôle de la finance informelle (non institutionnelle) sur la base des résultats d'une récente enquête entreprise par la Ohio State University⁹.

4.1 INSTITUTIONS NON FINANCIÈRES ET PROGRAMMES DE CRÉDIT AGRICOLE

Deux établissements non financiers dominant au Niger le réseau du crédit rural non institutionnel. Le premier est l'Union Nationale de Coopératives (UNC)¹⁰, dont le rôle principal est la promotion et l'organisation de coopératives. Le deuxième est la Centrale d'Approvisionnement (CA), qui est responsable de la fourniture d'équipements aux agriculteurs. Le rôle et les fonctions de ces deux importantes institutions non financières dans le crédit agricole est expliqué plus loin.

L'UNCC (actuellement UNC) a été institué en 1962 dans le but de fournir un soutien administratif aux coopératives. Ces coo-

9 Voir Cuevas (1986), pour un rapport détaillé sur les conclusions préliminaires.

10 Anciennement "Union Nationale de Crédit et de la Coopération" (UNCC).

pératives, nées des Sociétés Mutuelles de Développement Rural (SMDR) (organisations pré-coopératives créées sous l'administration coloniale française), avaient été organisées sous forme d'association obligatoire pour la production des arachides, le stockage des grains et comme terrain de formation pour les cadres locaux¹¹.

Un des objectifs majeurs de l'UNCC était d'assurer un meilleur contrôle central des coopératives, dans le but de réduire la corruption qui, paraît-il, sévissait à l'échelon local. Les unités locales devaient faire rapport directement à la direction centrale de l'UNCC. Ce type de direction a continué même après 1965, lorsque les coopératives ont été converties en unités gérées localement par des groupes de membres volontaires. "Les agents de l'UNCC ont continué à dicter les règles et à prendre les décisions essentielles. L'association était obligatoire pour tous ceux qui voulaient vendre des arachides" (Hemmings, p. 1). Le statut des coopératives de 1978 a accordé une plus grande autonomie aux coopératives agricoles; cependant, les règles d'association sont encore établies par le statut national. Les coopératives doivent encore traiter avec les agents de l'UNC (ancienne UNCC), et doivent se soumettre à un ensemble standardisé de normes organisationnelles et comptables.

L'unité de base de la structure coopérative est, à l'échelon de village le "Groupement Mutualiste Villageois" (GM). L'association est ouverte à tous les habitants du village et pratiquement automatique. Une coopérative comprend de cinq à dix GM et sa fonction est de fournir des services de vente aux agriculteurs des GM. Des délégués des coopératives forment l'"Union Locale de Coopératives" (ULC) à l'échelon cantonal. On trouve des structures plus élevées à l'échelon d'arrondissement "Union Sous-Régionale de Coopératives" (USRC) et de département "Union Régionale de Coopératives" (URC). A l'échelon national enfin, la direction de l'UNC est formée par les délégués des organisations régionales. Administrativement, les agents UNC existant à l'échelon

11 Cette notice historique sur l'UNC se base sur Hemmings (1984).

cantonal et d'arrondissement font rapport directement au bureau central de l'UNC à Niamey.

Les tâches des agents locaux de l'UNC sont nombreuses et variées. Elles comprennent en principe la tenue des livres en ce qui concerne l'octroi de crédit, les recouvrements, la supervision des livraisons de moyens de production, la commercialisation des produits, la formation des cadres coopératifs et l'enseignement des techniques de production agricole. Dans la pratique, grâce à leurs rapports avec les cadres supérieurs de la coopérative, ils jouent un rôle très important dans l'octroi du crédit et dans la distribution de moyens de production. Cependant, les contraintes logistiques les empêchent d'avoir des contacts suivis avec les bénéficiaires finaux du crédit. La tenue des livres comptables des crédits, des livraisons d'équipements et des recouvrements est très négligée, sinon inexistante. Les chercheurs de la Ohio State University ont entrepris une enquête sur le réseau de crédit institutionnel au niveau des coopératives, de l'UNC et de la CNCA. Leur rapport à l'USAID documente en détail l'action de ces institutions et organisations dans le système de crédit.

Il y a en ce moment environ 1.200 coopératives au Niger, formées de quelque 10.000 GM, dont 80% ont été créés après 1974, et plus d'un tiers après 1982 (voir Tableau A.3 à l'Appendice). Leur encadrement joue un rôle très important dans l'octroi et la distribution de crédit agricole. Il supporte une large proportion des coûts de transaction associés aux prêts et aux emprunts dans le réseau du crédit institutionnel.

Les opérations de la "Centrale d'Approvisionnement" (CA) sont financées par des crédits de la CNCA et par des subsides directs du "Fonds National d'Investissement" (FNI) et de la "Caisse de Stabilisation des Prix et de Péréquation du Niger" (CSPPN). La livraison d'inputs aux agriculteurs se fait à travers les coopératives, avec l'assistance des agents de l'UNC. Les agriculteurs paient les moyens de production comptant, ou moyennant la souscription d'un emprunt entre un membre de la coopérative et la CNCA. La CNCA crédite alors le compte de la CA et débite le compte

de la coopérative¹².

Les principaux fournisseurs de moyens de production agricoles sont des industries coopératives situées à Tahoua, Dosso et Zinder. Avant la fermeture de la frontière en avril 1984, les engrais étaient habituellement achetés chez des importateurs du Nigeria. Les importations commerciales, interrompues en 1981, ont repris depuis cette date. Des quantités additionnelles de fertilisants sont fournies par des donateurs, généralement sous forme d'allocation. Les produits chimiques et le matériel d'arrosage sont achetés à l'étranger.

Les subsides directs que la CA reçoit du FNI et du CSPPN ne couvrent pas ses frais de gestion. Jusqu'en 1983, les déficits de gestion de la CA étaient financés par une ligne de crédit de la CNCA, ce qui en réalité représentait un subside (indirect) supplémentaire. Les niveaux moyens des subsides globaux (directs et indirects à la CA, et donc aux usagers d'inputs, représentaient entre 37 et 51% de l'aide totale fournie aux agriculteurs. A l'échelon individuel, les subsides en biens de production étaient estimés à 30% (urée) et 77% (équipement de défrichage et de préparation du sol) en 1983, avec une moyenne pondérée de 48% du total distribué. Actuellement, l'USAID, à travers des clauses conditionnelles dans le cadre de l'Agricultural Sector Development Grant, et la Banque Mondiale, dans le cadre de son Structural Adjustment Program, interviennent pour compenser une réduction des niveaux des subsides octroyés pour l'achat d'inputs agricoles. Les principaux composants de la politique d'ajustements en cours sont: un subside maximum de 50% sur le coût total de chaque input distribué, une restructuration de la CA et une reformulation des procédures d'établissement des prix des inputs de la part du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (anciennement Ministère du Développement Rural). Ces réformes ont été entreprises progressivement au

12 Pour mieux approfondir la question des opérations de fournitures d'inputs, voir Zalla, Barokas et Hemmings (1984).

cours de ces dernières années.

Des Projets de Productivité existent ou ont existé dans différentes zones du Niger sous l'égide de différentes organisations d'aide et notamment de la Banque Mondiale, du Fonds Européen de Développement (FED) et, plus récemment, de l'USAID. De ces projets actuellement en cours, les plus importants sont le Projet Maradi (Banque Mondiale, FED) et le Projet Niamey (USAID). Un vaste projet de développement de l'élevage à Zinder, sous le patronage de la Banque Mondiale a été pratiquement interrompu en 1984. Un objectif commun à tous les Projets de Productivité (PP) est l'encouragement à adopter des moyens de production et des techniques agricoles modernes. Dans tous les cas, les opérations de ces PP impliquent de larges subsides aux bénéficiaires du Projet sous forme d'assistance technique, de formation et d'administration du Projet.

La plupart de ces Projets ont habituellement opéré à travers la CNCA moyennant un système d'avances et de préfinancements qui sont ensuite remboursés à la CNCA par l'agence donatrice auteur du projet. Le montant des soldes débiteurs de ces PP à la CNCA s'élevait en décembre 1985 à environ 1,1 milliard de francs CFA¹³. Récemment, cependant, on tend à abandonner ce mécanisme. Les bailleurs se servent plutôt maintenant des agences de la CNCA comme d'un guichet pour leur gestion de liquidité. Un exemple en est le Projet de Productivité de Niamey, entrepris par l'USAID, qui entretient un compte créditeur à la CNCA.

Vu la situation précaire de la CNCA, les nouvelles initiatives de projet continuent à recourir à ces mécanismes "stop gap" pour diriger des fonds vers des bénéficiaires ruraux. Ce système d'octroi de crédit fortement segmenté durera probablement jusqu'à ce qu'on opère une véritable restructuration du système de crédit institutionnel.

13 D'après CNCA-Paris (1984), ces soldes débiteurs s'élevaient approximativement à 1,6 milliards de francs CFA fin septembre 1983.

Une expérience intéressante est actuellement en cours pour encourager les banques commerciales à se former une clientèle agricole. La "Cooperative League of the United States" (CLUSA) a signé un accord avec la plus importante banque commerciale privée du Niger, la BIAO, selon lequel un dépôt de garantie (fourni par l'USAID) serait versé à la BIAO pour accorder des crédits aux coopératives agricoles. Le risque est entièrement couvert par le fonds de garantie et la BIAO ne fournit que des services en échange d'un bénéfice net de 5%. Le CLUSA se charge de sélectionner les coopératives bénéficiaires des crédits et est responsable de la définition des tranches et des échéances de remboursement. En même temps, le CLUSA s'engage à fournir une assistance technique intensive et à assurer la formation d'un nombre croissant d'employés de coopératives, notamment en ce qui concerne les services de gestion et de commercialisation que les coopératives offrent à leurs membres. L'équipe du CLUSA comprend quatre spécialistes et douze enseignants travaillant au niveau des villages.

Dans le cadre de l'accord CLUSA-BIAO les crédits sont octroyés à un taux d'intérêt inférieur de deux points aux taux d'intérêt normaux (actuellement autour de 13%). La BIAO doit entreprendre, en accord avec le CLUSA, un effort intensif de recouvrement et, dans tous les cas, attendre six mois après que le prêt a été déclaré en retard avant de se servir des garanties. L'emploi des crédits doit être décidé par les coopératives elles-mêmes. Les priorités courantes sont la commercialisation des récoltes et le petit commerce de détail.

A tout janvier 1986, trois coopératives de la région de Niamey avaient reçu des crédits de la BIAO dans le cadre de ces accords. Le montant moyen de ces prêts était de 3 millions de francs CFA, avec un terme d'un an. Le programme espère atteindre un volume crédits de 2 ou 3 millions de dollars USA (de 600 à 900 millions de francs CFA). Après une période expérimentale de deux ans, la BIAO décidera s'il est opportun d'assumer 30% des risques sur les nouveaux prêts aux coopératives en libérant une part du fonds de garantie, qui sera alors consacré à accroître le ca-

pital de provision des coopératives.

4.2 FINANCE INFORMELLE DANS LES ZONES RURALES¹⁴

L'accès au crédit institutionnel est vraiment très limité dans les zones rurales du Niger. Les résultats d'une récente enquête menée par la Ohio State University indiquent que sur un échantillon pris au hasard de ménages ruraux, près de la moitié n'avaient pas obtenu un seul crédit dans les cinq dernières années. Cinquante quatre pour cent des ménages avaient obtenu au moins un prêt durant cette période et 4% seulement avaient eu accès "régulièrement" au crédit, ayant obtenu cinq prêts ou davantage dans la même période. Le pourcentage moyen d'accès au crédit était de 22,4% ce qui veut dire qu'au cours d'une année moyenne, 22,4% des agriculteurs obtenaient un crédit institutionnel. Ce pourcentage contient cependant un grand nombre de crédits de semence (essentiellement millet) accordés ces dernières années. D'autres types de crédit étaient en équipements, souvent sous la forme de "paquets de technologies" (boeufs et système pour la traction animale). Seuls quelques interviewés ont dit avoir reçu des crédits en espèces.

Le montant moyen de ces crédits institutionnels s'élevait approximativement à 16.000 francs CFA, soit environ 10% du revenu moyen par exploitant¹⁵. On peut faire une estimation du rapport entre crédit agricole et produit agricole en multipliant le taux d'accès au crédit (22,4%) par le rapport moyen crédit/revenu pour les exploitants qui ont reçu des prêts (9,95%). On obtient ainsi

14 Cette section s'appuie sur le travail de Cuevas (1986). L'enquête de l'OSU dont nous parlons ici a été entreprise en juillet-août 1985.

15 Le revenu agricole moyen était estimé autour de 160.000 francs CFA par ménage pour l'année précédant l'interview. Etant donné la composition moyenne du groupe familial, documentée par l'enquête, et le taux de change moyen en 1985, cette estimation représente l'équivalent de 65 dollars US par individu et par an.

un rapport de 2,23% qui se rapproche beaucoup du rapport crédit rural/PNB rural déjà mis en relief au tableau 3 et calculé sur la base des statistiques officielles.

Etant donné le rôle peu significatif du crédit institutionnel, il n'est pas étonnant que les transactions financières informelles jouent un rôle très important dans le financement des petits exploitants agricoles. Une vaste majorité de chefs de famille (84%) avait obtenu prêts ou assistance d'une ou de plusieurs sources pendant les 12 mois qui avaient précédé le questionnaire.

La source la plus importante de crédit ou d'assistance était représentée par les parents. Plus de 50% des exploitants de l'échantillon avaient reçu de l'aide de cette source. Amis et voisins étaient mentionnés comme source d'assistance dans 30% des cas. Environ un cinquième des chefs de famille indiquaient des marchands et des commerçants parmi leurs sources informelles de crédit ou d'assistance. Enfin, la moitié environ des personnes interrogées indiquaient des sources d'assistance différentes¹⁶.

La forme dominante de ces crédits informels se faisait en grains, surtout millet et sorgho. Près de 70% des réponders qui avaient obtenu quelque assistance, l'avaient reçue en grains. Environ 48% avaient eu des aides en espèces et 10% indiquaient d'autres

TABLEAU 12

Emprunts institutionnels et non institutionnels des ménages ruraux

Source	Accès en % des ménages	Montant moyen CFA	Emprunt probable CFA	Pourcentage du revenu agricole	Part de chaque source %
Institutionnel	22,4	15.916	3.565	2,2	11,8
Non Institutionnel	83,9	31.757	26.651	16,7	88,2
Total			30.216	18,9	100,0

Source: Cuevas (1986), basée sur l'enquête de l'OSU du 1985.

¹⁶ La somme des pourcentages dépasse 100% à cause de l'existence, pour de nombreux ménages, de multiples sources de crédit ou d'assistance.

formes d'emprunt non officiel, y compris différents types de bétail¹⁷. Le montant moyen de ces crédits informels et des assistances a été estimé à 31 mille francs CFA, c'est à dire un montant double par rapport au montant moyen des crédits institutionnels. Le tableau 12 récapitule les résultats de cette étude sur l'accès au crédit des chefs de famille ruraux et sur la grandeur de ces crédits. Dans l'ensemble, les chefs de famille choisis au hasard de l'échantillon avaient emprunté un montant de 30.000 francs CFA dans l'année précédant l'enquête ce qui représente environ 19% du revenu agricole moyen par famille.

L'enquête de l'OSU a découvert également qu'un grand nombre de chefs de famille ont obtenu des prêts informels ou de l'assistance de la part d'autres membres de la communauté rurale. Deux tiers des questionnés avaient fourni une aide de quelque sorte à d'autres durant les douze mois précédant l'enquête. Les bénéficiaires de ces aides étaient essentiellement des membres de leur famille. La moitié des prêts ou de l'assistance était fournie en nature, environ 22% en espèces et 28% en une combinaison des deux formes. En conclusion, les transactions informelles entre les exploitants agricoles représentent un mécanisme très important de transmission et de remplacement de liquidité. Dans une période de douze mois, plus de 80% des exploitants agricoles avaient reçu quelque forme de crédit ou d'assistance, tandis qu'au moins deux tiers de ces mêmes exploitants avaient investi dans quelque forme de crédit informel ou d'assistance envers d'autres. Les transactions en espèces ont été importantes, même si ce sont les transactions en nature (essentiellement en grains) qui ont été dominantes. Cela ne devrait pas paraître surprenant puisque les transactions en nature représentent le type de transaction le moins onéreux à l'échelon de village. Les emprunts informels peuvent expliquer une grande partie de l'emploi des surplus temporaires réalisés grâce à la production rurale.

17 Cette fois, la somme dépasse 100% parce que certains emprunts non institutionnels comprenaient plus d'une forme.

5.

INFRASTRUCTURES DE DÉVELOPPEMENT RURAL
ET POLITIQUES DE PRIX

Au Niger, les infrastructures institutionnelles associées au développement rural sont représentées principalement par la fourniture de moyens de production, la commercialisation de la production agricole et le développement de l'irrigation. D'autres infrastructures moins développées pour le soutien de l'agriculture sont la recherche agronomique (Institut de recherche Agricole du Niger INRAN) et les organismes pour l'extension et la promotion agricole (Service de l'Agriculture, UNC et Service de l'Animation). Vu leurs liens directs avec le réseau du crédit, les institutions chargées de la distribution de moyens de production agricoles (CA et UNC) ont été décrites dans les sections précédentes. Cette section se propose par contre de passer en revue les infrastructures institutionnelles ayant trait à la commercialisation des produits agricoles et au développement de l'irrigation. Une analyse des politiques de prix pour les plus importants produits agricoles sera présentée à la fin de ce chapitre.

5.1 COMMERCIALISATION AGRICOLE¹⁸

Il existe au Niger un double système de commercialisation pour les grains alimentaires. Plusieurs institutions semi-publiques coexistent avec des médiateurs privés pour ce qui concerne la vente

¹⁸ Cette section se base sur les données fournies par Zalla, Barokas, Hemmings (1984), et sur le *Joint Program Assessment of Grain Marketing in Niger* (1983).

du millet, du sorgho, du riz, du niébé et des arachides. L'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN) est l'agence officielle chargée de la commercialisation des céréales, de la constitution et de l'entretien des stocks et de la distribution des aides alimentaires. L'OPVN fait une campagne d'achat des grains chaque année à travers les coopératives et les fonctionnaires locaux. Les prix d'achat et de vente sont établis par décret chaque année, juste avant la moisson.

Le pourcentage commercialisé de millet et de sorgho (qui constituent l'aliment principal de la population) est relativement faible. On estime ce pourcentage entre 10 et 35% de toute la production. Sur la production offerte au marché, l'OPVN achète "entre 18 et 63% selon la source qui a fait l'estimation et l'année" (Zalla, Barokas, Hemmings, p. 35). Cependant, l'OPVN se charge de l'importation de toutes les aides alimentaires et des importations commerciales de grains. Ceci confère à l'agence un meilleur pouvoir régulateur que celui qui dérive de sa participation aux achats sur le plan national.

Deux autres organismes semi-publics participent à la commercialisation des produits agricoles: la Société Nationale d'Arachide (SONARA) qui se charge de la commercialisation des arachides et du niébé. Son mode d'action est analogue à celui de l'OPVN mais seulement pour ces deux produits d'exportation traditionnels. La société Riz du Niger (RINI) est responsable de la commercialisation du riz. RINI est en réalité un intermédiaire entre l'OPVN et les producteurs de riz. Elle se charge de traiter le riz qu'elle achète chez les exploitants et de le vendre à l'OPVN à des prix établis par ce dernier.

Des médiateurs privés offrent parallèlement à la commercialisation officielle tous les services dont nous venons de parler. D'après Zalla, Barokas et Hemmings (1984), les marchés privés ont de nombreuses caractéristiques de marchés parfaitement compétitifs. Il n'existe cependant pas de données exactes sur les grandeurs et la compétitivité des marges de profit aux différents stades de la chaîne de commercialisation. Néanmoins, quelques fonctionnai-

res publics tendent à croire que la collusion et d'autres distorsions dominant dans les marchés privés des zones rurales.

5.2 DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION

Le développement des zones irriguées est une préoccupation naturelle dans un pays comme le Niger où les pluies sont faibles et très inconstantes. Les estimations officielles des terrains qui se prêtent à l'irrigation sont de l'ordre de 200.000 hectares¹⁹. La réalisation de ce potentiel et l'adoption de techniques avancées pourrait accroître énormément la production agricole.

D'après un rapport de l'USAID, en 1984, moins de 9.000 hectares avaient été aménagés pour l'irrigation, et les terrains irrigués qui venaient d'être abandonnés étaient à peu près la moitié de ceux qui avaient été mis en culture. De ce fait les adjonctions nettes à la superficie totale déjà irriguée ont été très limitées. Le rapport attribue cet échec à des difficultés de gestion et à des problèmes de projets techniques. Les difficultés de gestion sembleraient venir aussi bien d'un manque de disposition des exploitants envers la propriété privée, ce qui en compromettrait l'entretien, que du drainage de main d'oeuvre vers l'agriculture non irriguée au moment des récoltes.

L'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles (ONAHA) est l'organisme chargé d'administrer la majeure partie des terres irriguées. Cet Office fournit des machines agricoles, l'entretien de l'équipement d'irrigation, des moyens de production et des services d'extension. Les exploitants sont tenus à payer ces services à l'époque de la moisson. Le moyen habituel de collecter ces paiements est d'imposer aux exploitants de vendre leur récolte à RINI, aux prix officiels.

L'ONAHA a formé des membres de coopératives à la gestion

¹⁹ Estimations contenues dans USAID (1984). La sécheresse de 1984 pourrait en avoir modifié la valeur ou pour le moins la fiabilité.

des terres irriguées, dans le but de transférer progressivement la responsabilité de l'entretien aux exploitants. En même temps, différentes agences bénévoles s'efforcent de réhabiliter ou de développer de nouvelles surfaces d'irrigation.

5.3 POLITIQUES DE FIXATION DES PRIX

Les prix officiels sont établis chaque année par le Conseil des Ministres, sur l'avis d'un comité interministériel. Ces prix sont

TABLEAU 13

Prix d'achat officiels à la production de certains produits agricoles, 1979/80 - 1984/85

Produit	Année de récolte					
	1979- -1980	1980- -1981	1981- -1982	1982- -1983	1983- -1984	1984- -1985
	Prix en francs CFA par kilogramme					
Millet	40	50	70	80	80	100
Sorgho	40	50	60	70	70	100
Riz (entier)	55	55	70	85	85	85
Nièbé	45	45	90	85	90	120
Arachides (décortiquées)	75	75	85	100	100	100
Coton	62	62	80	120	120	120

Sources: BCEAO, Statistiques Economiques et Monétaires, (Nov. 1985);
Zalla, Barokas, Hemmings (1984);
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (matériel inédit).

ceux qui sont appliqués, pendant les campagnes d'achat, par les organismes officiels de commercialisation décrits plus haut. Pendant ces campagnes, (normalement de 4 à 9 mois), les échanges privés sont techniquement illégaux.

Les prix d'achat officiels de ces dernières années pour les plus importants produits agricoles sont rapportés au Tableau 13. Le Programme Conjoint de Stabilisation du Marché des Grains (Gouvernement du Niger et USAID 1983) indiquait que, jusqu'en 1982, les prix officiels étaient substantiellement inférieurs aux prix offerts

sur le marché privé parallèle. Le Tableau 14 montre les rapports entre les prix officiels et ceux du marché (parallèle) libre. Jusqu'en 1982 les prix d'achat officiels se situaient en moyenne entre 53 et 61% des prix du marché libre, selon la récolte. A partir de la saison 1982/83, cependant, les politiques de prix pour ces produits sont devenues plus agressives, comme le montre le Tableau 14. Pour le sorgho et le millet, les prix officiels deviennent aussi élevés ou même plus élevés que ceux du marché privé. Pour le riz et le niébé, quoique le rapport s'améliore après 1982, les prix officiels restent encore bien au dessous de la parité.

La plupart des observateurs sont convaincus qu'au Niger la production du millet et du sorgho est inélastique aux prix. Du moment, en effet, que les prix officiels sont annoncés avant la moisson, on ne peut pas s'attendre à ce qu'ils aient le moindre effet sur les décisions de production. Les prix officiels seraient donc censés refléter la demande et les conditions d'approvisionnement au moment de la récolte plutôt que servir à encourager l'augmentation de la production. Cependant, plusieurs études citées par Zalla, Barokas et Hemmings (1984) ont mis en évidence une réaction positive et significative de la production du millet et du sorgho aux prix.

Actuellement, on a entrepris des réformes pour libéraliser la commercialisation des grains et les politiques de prix. Ces politiques envisagent la réduction du rôle des agences officielles de commercialisation dans le commerce des grains, la rationalisation des réserves alimentaires, l'amélioration de l'information sur les conditions du marché et l'introduction de médiateurs privés dans la chaîne de la commercialisation officielle des grains, à travers un système de déclaration de prix d'achat et d'offre.

TABLEAU 14

*Prix à la production des principaux produits vivriers^a, 1979/80 - 1983/84:
Prix officiels à la production par rapport au marché libre*

Produit	Année de récolte				
	1979- -1980 %	1980- -1981 %	1981- -1982 %	1982- -1983 %	1983- -1984 ^b %
Millet	70	51	63	102	104
Sorgho	63	46	65	95	97
Riz	55	47	56	72	75
Niébé	64	36	59	62	69

Source: *Joint Program Assessment of Grain Marketing in Niger* (1983). Les prix du marché libre ont été calculés en considérant une majoration de 65% de l'exploitation aux prix de détail moyens de l'année de récolte à Niamey.

^a (Prix officiel / Prix marché libre) * 100.

^b Calculé sur les données de Zalla, Barokas, Hemmings (1984).

6.

ETABLISSEMENTS FINANCIERS SPÉCIALISÉS ET APERÇU DE FINANCE RURALE

Cette section finale prend en considération le fonctionnement et les résultats des deux établissements clef qui administrent la finance rurale au Niger.

Nous nous occuperons d'abord de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) qui a été pratiquement la seule institution financière à octroyer du crédit au secteur agricole au cours de ces deux dernières décennies. L'actuelle mauvaise situation financière de la CNCA représente une entrave très grave à la réalisation des programmes de développement agricole. L'analyse de cet établissement s'appuie sur une étude récente effectuée par Masini et Graham (1986) dans le cadre d'un projet OSU-USAID, en cours, sur la finance rurale au Niger.

La deuxième partie de cette section s'occupera des opérations de la Caisse Nationale d'Épargne (CNE) le seul établissement financier ayant une véritable portée nationale. La CNE représente une base potentielle fondamentale pour le développement de services financiers dans les zones rurales.

La section termine sur quelques remarques finales sur l'état actuel et les perspectives des marchés financiers ruraux au Niger.

6.1 LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE, CNCA

La CNCA a été créée en 1967 dans le cadre de spécialisation sectorielle adoptée dans la formation du système financier nigérien. Dans ce cadre, l'Établissement recevait le pouvoir d'entre-

prendre toute opération financière en faveur de l'activité économique dans les zones rurales. La CNCA est née, en tant qu'institution séparée, de la séparation de l'Union Nationale de Crédit et de la Coopération (UNCC) en deux branches: la CNCA et l'UNCC. L'UNCC, à son tour, fut restructuré par la suite en UNC²⁰.

A la fin de l'exercice 1984-85 la CNCA comptait un effectif de 109 employés. Quarante cinq employés travaillaient au siège central, 60 étaient répartis entre les cinq succursales²¹, et 4 étaient en stage de formation à l'étranger. La distribution du personnel par catégories et leurs appointements moyens pendant la période 1984-1985 étaient les suivants:

Catégorie	Nombre	Appointements moyens (F/CFA par an)
Subordonnés	33	406.136
Cadres inférieurs	24	696.951
Cadres moyens	41	1.261.035
Cadres supérieurs	11	2.105.559

Même lorsque la fonction de crédit de l'UNCC fut passé à la CNCA, il resta des liens administratifs et fonctionnels très forts entre les deux institutions. De plus, la CNCA continue à se servir essentiellement des Offices et Sociétés d'Economie Mixte (OSEM)²² pour faire parvenir les crédits aux exploitants et pour accomplir certaines fonctions indispensables comme identifier, sélectionner et suivre ses clients directs.

Le transfert de la fonction de crédit à la CNCA n'a pas automatiquement créé les capacités bancaires indispensables à la nouvelle institution, et n'a pas amélioré non plus la diffusion et les capacités de surveillance des OSEM. La CNCA, vu ses effectifs

20 Voir section 4, description et discussion des fonctions de l'UNC.

21 Niamey, Dosso, Tahoua, Maradi et Zinder.

22 Par exemple, OPVN, "Riz du Niger", ONAHA, SONARA, ou la "Central d'Approvisionnement" (CA). Voir section 4.

réduits, ne pouvait se permettre d'établir un contact direct avec ses emprunteurs finaux dans les zones rurales. En outre, forcée de travailler à travers d'autres institutions pour atteindre l'emprunteur final, elle ne pouvait pas développer les capacités nécessaires à des résultats efficaces.

Cette situation ne s'est pas améliorée avec l'insurgence des Projets de Productivité (PP). Les objectifs et la structure opérationnelle de ces projets rendait très difficile, pour un établissement comme la CNCA, de participer directement à l'évaluation des crédits et aux procédures d'administration là où ces projets sont en cours. Cet effet est combiné lorsque le projet peut compter sur ses propres lignes de crédit. En bref, la CNCA devient une simple voie administrative pour acheminer des fonds, sans aucune participation effective au processus décisionnel de crédit.

Comme conséquence des limitations que nous venons de décrire, la CNCA a très peu de contrôle sur les ressources qu'elle octroie. Ceci devint évident en 1981-82 quand l'Etablissement essaya d'instituer une politique plus sévère de recouvrement des fonds. Les emprunteurs s'arrangèrent pour dévier les sources dont provenaient leurs crédits vers d'autres établissements financiers (p.e. la BDRN), en faisant précipiter de ce fait la CNCA dans une crise financière encore plus profonde.

Dans un système de distribution de crédit comme celui qui rattache la CNCA aux OSEM et aux PP, l'identification des opportunités de crédit, l'estimation des risques et la sélection de la clientèle, ainsi que toutes les opérations qui s'y rapportent, sont entreprises par les OSEM et par les PP. Dans ce système, l'organisme financier devient un simple instrument administratif complètement subordonné à la fonction d'octroyer du crédit pour des utilisations préétablies. De plus, ces utilisations finales suivent les priorités d'une agence de développement dont la tâche est de stimuler l'adoption de technologies spécifiques pour augmenter la production. Une approche de ce genre n'encourage pas, à l'intérieur de l'Etablissement financier, le développement des capacités nécessaires pour administrer un portefeuille/crédits et pour entre-

prendre de saines relations entre banque et clientèle.

La structure du passif et du capital de la CNCA est rapportée au Tableau A.4 de l'Appendice. L'évolution de certains passifs apparaît au Tableau 15 et fait ressortir le comportement des fonds empruntés sur les marchés intérieur et étrangers. On assiste à une forte variabilité des taux de croissance dans le temps et entre les différents types de passifs, ce qui dénote une extrême instabilité et un manque de diversification dans les sources de provision.

TABLEAU 15

CNCA: Principaux postes passifs. Taux de variation annuelle et composition en fin d'année, période 1979/80 - 1983/84

	1979- -1980 %	1980- -1981 %	Année		
			1981- -1982 %	1982- -1983 %	1983- -1984 %
	Variation en %				
Banque Centrale	4,01	-0,73	15,32	67,51	-25,17
Comptes de chèques	208,20	5,80	273,52	-23,03	-15,90
Comptes courants	64,18	352,02	-45,81	-4,66	27,75
Banques et Correspondants	236,64	54,58	-24,39	-66,43	-100,00
Dépôts à échéance fixe	126,52	-17,48	17,46	-9,51	-8,87
Emprunts extérieurs	270,20	39,01	-10,27	18,52	13,73
Total	60,20	10,30	-9,70	49,30	14,30
	Composition en %				
Banque Centrale	42,5	38,3	40,2	54,8	47,9
Comptes de chèques	2,7	2,6	8,8	5,5	5,4
Comptes courants	1,7	7,0	3,5	2,7	4,1
Banques et Correspondants	4,9	6,9	4,7	1,3	—
Dépôts à échéance fixe	30,2	22,6	24,3	17,8	18,9
Emprunts extérieurs	17,9	22,6	18,5	17,9	23,7

Source: Masini et Graham (1986).

Les principales sources de fonds sont l'Etat ou les aides étrangères. Les lignes de réescompte de la Banque Centrale ont représenté en moyenne 44,7% de l'emprunt total pendant la période couverte par le Tableau 15. Les dépôts à échéance fixe (en majeure partie venant du Trésor) et les lignes extérieures de crédit venant des aides internationales se sont élevés respectivement à 22,8%

et 20,1% en moyenne de l'emprunt total de la CNCA. A la fin de la période 1983-84, l'Etat et les donateurs étrangers fournissaient 91% environ des fonds empruntés par la CNCA.

Lorsque la structure du passif d'un établissement financier est dominée par des lignes de réescompte de l'Etat ou par des fonds d'aide internationale, toutes les procédures de crédit et les dispositions administratives sont prévues pour favoriser les intérêts des emprunteurs²³. On tend à privilégier des études détaillées de budget d'exploitation agricole et à minimiser la nécessité de rigoureuses analyses sur les probabilités de remboursement et les procédures de recouvrement.

Le portefeuille des actifs financiers de la CNCA consiste quasi exclusivement de créances et de découverts. La croissance moyenne annuelle du portefeuille entre 1979/80 et 1983/84 était de 17,6% (y compris les créances douteuses au net des provisions). Le taux moyen de croissance au cours de la même période, créances douteuses exclues, était de 16,9% pour les avances en découvert, 23,1% pour les prêts à court terme et 25,7% pour les prêts à moyen terme (voir Tableau A.5 à l'Appendice). En 1983/84, 70% du portefeuille crédits de la CNCA consistait en avances en découvert et en prêts à court terme. Les prêts à moyen terme ne représentaient que 30%.

Comme le montre le Tableau 16, les découverts appartiennent à cinq groupes principaux. Jusqu'en 1983/84, les crédits de campagne consistaient le plus souvent de prêts aux OPVN et, en moindre mesure, au "Riz du Niger" et à SONARA. Les facteurs de production étaient fournis à la "Centrale d'Approvisionnement; les crédits de préfinancement allaient principalement aux Projets de Productivité;²⁴ les avances à ONAHA et directement à quelques

23 Un trait auquel Masini et Graham donnent le nom de "borrower-domination" (domination de l'emprunteur).

24 Le préfinancement correspond au crédit octroyé comme avance sur la somme prévue venant de lignes de crédit offertes par des bailleurs étrangers ou par le Fonds National d'Investissement.

“Aménagements Hydro-Agricoles” (AHA). Cette situation montre que les découverts ne vont au bénéfice des exploitants qu’indirectement. Les clients de la CNCA, dans ce cas, ne sont ni les coopératives, ni les exploitants individuels, mais des agences de l’Etat ayant différentes fonctions dans le secteur agricole du Niger.

Du côté des crédits, les prêts court terme sont centrés sur les coopératives et les particuliers. Ils représentaient, en 1984/85, 52% du nombre des crédits, mais 3% seulement de leur montant total.

TABLEAU 16

CNCA: Distribution des crédits par bénéficiaires, 1984 et 1985^a

	Nombre de comptes		Total crédit (millions f.CFA)		Crédits douteux (millions f.CFA) % du total			
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
Moyen terme								
Coopératives	1.160	1.160	2.299,4	2.531,8	31,4	362,3	1,37	14,31
OSEM	5	5	596,3	383,0	—	—	—	—
Etat	1	1	1.016,1	338,2	300,2	298,3	45,13	46,54
Court terme								
Coopératives	1.548	1.548	208,7	256,3	10,8	256,3	5,13	100,00
Particuliers	3.396	3.396	202,0	143,5	74,8	69,7	37,13	48,58
Découverts								
Crédits de campagne	2	1	2.522,2	150,9	—	—	—	—
Crédits d’approvisionnement	5	5	2.629,0	3.430,3	—	—	—	—
Préfinancement	16	16	762,9	567,1	—	—	—	—
Avances ONAHA et AHA	43	43	2.072,7	2.390,9	—	—	—	—
Autres avances en c.c.	111	111	2.164,8	3.084,9	189,3	220,0	8,74	7,13
Total	9.506	9.505	15.199,4	13.918,0	606,7	1.206,7	3,99	8,67

Source: Masini et Graham.

^a Fin septembre de chaque année.

Les principaux usages finaux de ces crédits sont le financement de la préparation du terrain, l’équipement agricole, l’alimentation du bétail, la commercialisation des produits potagers et les campagnes de production dans les zones irriguées.

Les crédits à moyen terme représentaient à la fin de 1984/85, 46% du nombre et 28% du montant total. Une part importante, quoique décroissante, de ces crédits concerne la consolidation de crédits octroyés aux agences de commercialisation des grains et un crédit octroyé au gouvernement sans charge d'intérêts, d'après les notes du compte-rendu financier 1983/1984. Le reste du portefeuille à moyen terme était représenté par des crédits à des coopératives et des particuliers. La principale utilisation de ces crédits aux coopératives était l'achat d'équipements agricoles. Pour les particuliers, l'utilisation principale était la production de fruits et légumes, l'élevage et le stockage des grains.

En conclusion, le menu crédit (prêts aux coopératives et aux particuliers) ne représente qu'un quart du montant total du portefeuille/crédits de la CNCA et se concentre dans le crédit à court et à moyen terme. A l'exception des crédits à moyen terme aux coopératives, le montant moyen des crédits est si bas que la marge nette d'intérêt est insuffisante à couvrir les coûts opérationnels de tenue de ces comptes.

Il est clair que la qualité du portefeuille/crédits a subi une détérioration progressive dans le temps. La CNCA ne reconnaît comme douteux qu'une partie des crédits octroyés aux coopératives, et ceci parce qu'elle considère comme sûrs tous les autres crédits accordés au gouvernement ou garantis par le gouvernement²⁵.

Dans cette étroite définition du risque, seuls 8,7% des crédits totaux étaient considérés comme douteux et compensés par une augmentation des réserves de risque à la fin de 1984/85. Une évaluation plus réaliste des crédits à risque dans le portefeuille devrait considérer une bonne partie des crédits aux organismes semi-publics comme aussi risquée que celle qui est attribuée aux coopératives et aux particuliers. Alors, cette estimation illusoire de 8,7% pourrait être ajustée vers le haut jusqu'à un pourcentage de près de 20% des crédits totaux. Et ce serait encore une sous-estimation de la

25 Par exemple, aucune réserve de risque n'a été faite pour les crédits de l'OSEM, bien que beaucoup d'entre eux ne soient pas en train d'être remboursés.

situation réelle puisque l'incidence des retards de paiements est sans aucun doute plus élevée que les fonds de réserve de risque établis par la CNCA.

Cette difficulté de recouvrement mine la stabilité de l'Etablissement de plusieurs façons. D'un côté, cette rotation limitée des crédits crée des problèmes de liquidité pour la CNCA. De l'autre, le coût accru des fonds provoqué par la restriction de liquidité, la perte d'intérêts et la perte de valeur des actifs compromettent sérieusement la rentabilité de l'Etablissement.

L'évaluation de la rentabilité de la CNCA repose essentiellement sur les documents comptables existants. Comme nous l'avons dit plus haut, les procédures comptables de l'Etablissement sont discutables sous bien des aspects, notamment en ce qui concerne les réserves de risque. Ces limitations doivent rester présentes à l'esprit durant la discussion qui va suivre.

Le Tableau 17 montre les principaux indicateurs financiers de rentabilité pour la période 1979/80 - 1983/84. La section A de ce Tableau indique que la CNCA montre un bénéfice net sur son capital et ses réserves, ce qui est d'habitude un indice de rentabilité générale. Cependant, on constate, au cours de quatre exercices comptables considérés, une tendance négative aussi bien dans la marge de profit que dans le rendement brut sur le capital et les réserves.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce fléchissement. D'abord, les découverts de compte, qui donnent moyennement le taux de bénéfice le plus élevé, sont encore dominants dans la composition du portefeuille, mais ont perdu du terrain en 1983/84 (voir Tableau A.5 et A.6 à l'Appendice). En deuxième lieu, le rendement brut sur les crédits à moyen terme a baissé brusquement en 1983/84 parce que, d'après une note parue dans le rapport annuel, l'intérêt sur un crédit à l'Etat n'était pas échu. Enfin, les créances sans intérêt ont augmenté en 1983/1984 par rapport au total des actifs financiers pour créer une meilleure situation de liquidité (voir Tableau A.5 à l'Appendice).

L'incidence des charges sur emprunts et celles de provision de risque ont généralement augmenté au cours de la période contemplée au Tableau 17. L'incidence des frais opérationnels montre par contre une tendance négative. Quoique les frais de personnel aient augmenté constamment jusqu'en 1982/83, l'Etablissement ne s'est pas engagé dans des dépenses excessives et a même contrôlé effectivement ses autres frais opérationnels. L'incidence des postes extraordinaires tient au besoin de tenir compte de certains postes de comptabilité qui ne figuraient pas dans les périodes précédentes. Ceci reflète la difficulté de mesurer les résultats de la CNCA. Des facteurs qui tendent à faire augmenter ces dépenses sont l'inefficacité du système d'information de la CNCA et les controverses qui accompagnent les relations entre la CNCA et quelques uns de ses clients semi-publics.

En résumé, les différentes mesures de rentabilité qui ressortent du Tableau 17 montrent une tendance à la diminution des rendements au cours de ces dernières années, qui reflète la détérioration du portefeuille de la CNCA. Ceci est d'autant plus déplorable que les profits réels, contrairement aux profits comptables, sont sans aucun doute inexistant. Toutes les estimations de rentabilité dont nous venons de parler se basent sur les intérêts "échus", terme comptable conventionnel qui considère comme des recettes effectives tous les intérêts hypothétiques, en retard, des crédits aux OSEM et aux PP, du fait même qu'ils figurent comme "échus" dans les registres de l'Etablissement. Si, par contre, on estimait les paiements d'intérêts effectifs pour calculer le revenu des intérêts, on constaterait que la CNCA a enregistré des pertes, et non seulement une baisse de ses profits, (tout ça sans tenir en compte le niveau effectif des pertes en ligne capital qui ne sont pas couvertes par des provisions).

"Les résultats de gestion décroissants de la CNCA au cours de ces dernières années remontent largement à de mauvaises pratiques et procédures de crédit et à une philosophie opérationnelle qui empêchait l'Etablissement d'évoluer suffisamment pour jouer un rôle autonome d'intermédiaire dans le développement rural du

Niger" (Masini et Graham, p. 38). En forçant la CNCA à opérer essentiellement à travers d'autres organisations, la viabilité financière de l'Etablissement a été sérieusement compromise.

TABLEAU 17

CNCA: Rapports de rendement financier, 1979/80 - 1983/84

	1979- -1980 %	1980- -1981 %	Année		
			1981- -1982 %	1982- -1983 %	1983- -1984 %
A. Rendement sur Capital et Réserves					
Rendement brut sur cap. et res. ^a	68,6	71,6	85,6	106,4	79,9
Marge de profit ^b	21,0	11,8	8,4	9,0	9,8
Rendement net sur cap. et res. ^c	14,4	8,4	7,2	9,6	7,9
B. Rendement sur créances financières					
Rendement brut sur cr. fin.	11,5	11,1	12,8	14,6	12,6
Charges sur emprunts / Cr. fin. Moyenne	6,0	5,9	8,1	9,8	6,3
Provisions de risque / Cr. fin. Moyenne	0,9	1,9	1,2	1,5	2,3
Frais opérationnels / Cr. fin. Moyenne	2,0	2,7	2,3	2,1	1,8
Postes extraordinaires / Cr. fin. Moyenne	-0,2	0,7	-0,2	0,1	-0,4
Rendement net sur cr. fin.	2,4	1,3	1,1	1,3	1,2

Source: Masini et Graham (1986).

^a Recettes d'opérations financières / Capital et réserves, moyenne.

^b Bénéfice net / Recettes d'opérations financières.

^c Bénéfice net / Capital et réserves, moyenne.

6.2 LA "CAISSE NATIONALE D'EPARGNE" ET L'EPARGNE RURALE

La Caisse Nationale d'Epargne (CNE) a été officiellement instituée en 1970 comme successeur légal de la Caisse d'Epargne Postale du Niger qui existait depuis l'indépendance. La CNE est définie comme un établissement financier public autonome. Elle opère essentiellement à travers les guichets de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT). La CNE n'a pratiquement pas de fonctions de crédit, puisque tous les fonds de dépôt sont versés au Trésor ou déposés à la BDRN (banque publique). Les fonds propres de la CNE ne peuvent être investis qu'en propriétés immobilières ou en titres et participations d'Etat.

Les fonds sont mobilisés chez les particuliers sous forme de dépôts d'épargne, qui représentaient près de 96% des soldes totaux à la fin de 1984, et de comptes de retraite (4%). Le Tableau 18 montre l'évolution des soldes des dépôts de 1971 à 1984. Les soldes ont augmenté pendant cette période à un taux annuel moyen de 12% tandis que le nombre de comptes augmentait moyennement de 18,5% par an. Les deux taux d'accroissement ont ralenti après 1981, probablement à cause de la crise généralisée du début des années 1980. Le montant moyen par dépôt a lui aussi augmenté constamment jusqu'en 1981, pour stagner entre 1982 et 1984.

Les dépôts reçoivent un taux d'intérêt nominal de 7,5% par an. Le taux effectif est nettement plus bas du fait que l'intérêt ne joue que le 1er ou le 16ème jour du mois. En fait, le taux d'intérêt effectif sur les dépôts, dans les années 1981-1983 peut être estimé entre 3,72 et 4% par an²⁶. En 1985 la CNE percevait un intérêt de 9,25% sur son compte de dépôt au Trésor (environ 30% de ses créances financières), et 11,25% sur un dépôt à échéance fixe à la BDRN (représentant les 70% restants de ses créances). Les recettes effectives sont affectées par la date à laquelle les soldes nets entre la CNE et l'OPT sont réglés.

La CNE opère à travers 42 guichets à plein service de l'OPT et des unités mobiles circulant pour le compte de l'OPT sur 8 circuits régionaux. Ce sont les employés de l'OPT qui accomplissent les opérations de la CNE dans les bureaux de poste, sauf dans quelques agences où il existe un personnel exclusivement préposé aux opérations d'épargne. On estime qu'en 1985 quelque 50 employés de l'OPT travaillaient à plein temps ou part-time pour la CNE, tandis que la CNE a ses propres effectifs de 33 personnes travaillant au siège central de Niamey. La CNE compense l'OPT pour ses services en payant un forfait de 1,25 millions de francs CFA par an.

Malgré le soutien de l'OPT, la CNE a enregistré ces dernières

26 Estimations basées sur des comptes de pertes et profits très condensés et sur les déclarations de perte disponibles pour ces dernières années. Les soldes moyens ont été estimés en calculant une croissance linéaire pendant l'année.

années des coûts de gestion aussi élevés que ses frais d'intérêts. Le Tableau 20 récapitule les dépenses et les recettes de la CNE en pourcentage des soldes moyens estimés pour les années 1981-1983. Malgré ces frais de gestion relativement élevés (en moyenne 4% des soldes courants), la CNE est parvenue à réaliser des surplus opéra-

TABLEAU 18

CNE: Nombre de comptes de dépôt et soldes des dépôts, 1971-1984

Année	Nombre de comptes		Soldes totaux	
	Nombre fin d'année	Accroissement %	Montant fin d'année (000 f.CFA)	Accroissement %
1971	11.667	3,91	109.696	14,30
1972	12.120	3,88	112.408	2,47
1973	12.763	5,31	120.345	7,06
1974	13.639	6,86	145.084	21,16
1975	14.752	8,16	167.484	14,87
1976	15.832	7,32	194.180	15,94
1977	16.950	7,06	231.100	19,01
1978	19.642	15,88	287.273	24,31
1979	22.605	15,09	379.585	32,13
1980	26.757	18,37	533.236	40,48
1981	32.505	21,48	667.686	25,21
1982	38.080	17,15	788.300	18,06
1983	44.896	17,90	920.718	16,80
1984	51.605	14,94	992.474	7,79

Source: CNE, Rapports Annuels 1983 et 1986.

tionnels en 1982 et en 1983. Il ne faut pas oublier, cependant, que les frais de gestion indiqués au Tableau 20 ne comprennent pas les frais relatifs aux employés de l'OPT qui remplissent les fonctions de la CNE dans le réseau postal, en plus des 1,25 millions de f.CFA que la CNE paie à l'OPT.

L'estimation de l'OPT, sur un total 50 employés se consacrant entièrement ou partiellement aux opérations de la CNE, indiquerait un bas niveau de productivité par employé. En 1985, le nombre de premiers dépôts, de versements successifs, de retraits et le calcul des intérêts sur les livrets de caisse d'épargne représentaient l'équi-

TABLEAU 19

CNE: Dépôts et comptes de Retraite. Soldes moyens et nombres et comptes de transaction, 1975 - 1984

	Année									
	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Nombre de guichets postaux	37	37	40	41	41	41	41	42	42	42
Epargne ordinaire										
Nombre de comptes	14.752	15.832	16.950	19.642	22.605	26.757	32.502	38.080	44.896	51.605
Soldes totaux, (000 f.CFA)	167,5	194,2	211,1	287,3	339,6	533,2	667,7	788,3	920,7	992,5
Soldes moyens, (000 f.CFA)	11,4	12,3	13,7	14,6	16,8	19,9	20,5	20,7	20,5	19,2
Versements										
Nombre						33.725	45.395	51.509	59.224	63.281
Montant, (000 f.CFA)						813,5	1.097,3	1.459,8	1.645,8	1.812,0
Montant moyen, (000 f.CFA)						24,1	24,2	28,3	27,8	28,6
Remboursements										
Nombre						36.997	52.486	67.143	80.767	86.059
Montant, (000 f.CFA)						681,5	985,8	1.366,7	1.551,3	1.751,2
Montant moyen, (000 f.CFA)						18,4	18,8	20,4	19,2	20,4
Epargne-retraite										
Nombre					195	235	315	465	518	896
Soldes totaux, (000 f.CFA)					4.272	6.141	9.736	14.882	26.843	46.432
Soldes moyens, (000 f.CFA)					21,9	26,1	30,9	32,0	51,8	51,8

Source: CNE, Rapports Annuels (différentes années).

valent de 12.017 heures de travail²⁷, ce qui ne ferait que 12 employés à plein temps, travaillant 211 jours ouvrables par an, en supposant 60% de temps effectif de travail par rapport au temps total et en supposant que toutes les opérations de la CNE s'effectuent dans les bureaux de l'OPT. L'estimation de 50 employés, quoique considérant une affectation partielle, semble donc tant soit peu exagérée. D'autre part, même en adoptant l'estimation la plus "effi-

27 Estimation obtenue en employant les standards de "temps-par-opération" de la "Conférence de l'Administration des Postes et Télécommunications des Etats de l'Afrique de l'Ouest".

TABLEAU 20

CNE: Recettes, dépenses et surplus opérationnel en proportion des soldes totaux, 1981-1983^a

	1981 %	Année 1982 %	1983 %
Recettes en % des soldes moyens ^b	7,13	9,41	9,44
Dépenses, en % des soldes moyens			
Paiements d'intérêts	3,72	4,00	3,78
Frais de gestion	3,62	4,52	8,52
Total	7,32	8,52	7,56
Surplus opérationnel en % des soldes moyens	-0,19	0,89	1,88

Source: Calculs basés sur les données des Rapports annuels de la CNE de 1981 à 1983.

^a Comprend les dépôts d'épargne ordinaire et les comptes d'épargne-retraite.

^b Les soldes moyens ont été estimés en considérant une croissance linéaire pendant l'année.

ciente", celle de 12 employés à plein temps par an, l'apport de l'OPT à la CNE s'élèverait à 6 millions de f.CFA, au lieu des 1,25 millions que la CNE verse à l'OPT chaque année.

En conclusion, la CNE semble représenter une opération financière relativement saine, grâce, en partie, au soutien qu'elle reçoit de l'OPT en excès de sa compensation annuelle. Cet apport non compensé s'élève, au moins, à 4,75 millions de f.CFA par an, soit 0,5% des soldes moyens (sur la base des données de 1984). D'autre part, la CNE est l'unique collecteur de dépôts dans les zones rurales. Elle travaille sur de très petits comptes et avec une clientèle difficile à atteindre et à servir. Le subside implicite dans le soutien qu'elle reçoit de l'OPT semble donc très modeste et plus que justifié pour atteindre son objectif. Ce subside couvre les frais de transaction qui, autrement, auraient interdit aux déposants ruraux l'accès aux services du réseau CNE/OPT.

L'enquête que vient d'entreprendre l'OSU n'a découvert qu'une faible activité de dépôt à l'échelon de la petite exploitation agricole et des ménages (voir Cuevas, 1986). La CNE était cependant le seul établissement d'importance à s'occuper de la garde des dépôts. En outre, une demande d'instruments fiables pour placer

les épargnes en espèces existe et elle se manifeste par le recours à des "gardes monnaie" (que l'enquête documente) et par la conservation de formes physiques d'épargne. D'après une enquête de la CNE, les agriculteurs ne représentent que 1,3% des déposants, mais les déposants ruraux ne se limitent pas aux exploitants agricoles, au contraire, le potentiel majeur d'accroissement des épargnes rurales à un stade initial peut exister dans la population rurale non agricole. Le réseau CNE/OPT devrait être considéré comme une base potentielle fondamentale pour le développement des services bancaires dans les zones rurales du Niger.

6.3 CONCLUSIONS

Le tableau d'ensemble des marchés financiers ruraux au Niger ne paraît pas très prometteur. Il existe une segmentation complète des services financiers dans les zones rurales. Un établissement, la CNCA, a la responsabilité de l'octroi de crédit agricole sans offrir de services de dépôt à sa clientèle. L'autre établissement, la CNE, offre des services de dépôt à la population rurale sans avoir aucune activité de crédit.

Les maigres résultats et la situation précaire de la CNCA ont provoqué une ultérieure segmentation du système de crédit agricole. Les projets de développement agricole, aussi bien existants que de nouvelle création, tendent à établir leurs propres systèmes d'octroi de crédit pour chacun des programmes envisagés. La CNCA s'est réduite à fonctionner comme un simple guichet pour la gestion des comptes des différents projets. Même ce rôle passif est en train de passer à d'autres établissements, dans l'effort de pousser les banques commerciales vers la finance rurale (p.e., le programme CLUSA-BIAO). Ces palliatifs impliquent une ultérieure fragmentation du système financier. De surcroît, il représentent un pas en arrière en ce qui concerne la construction d'un système financier diversifié et fiable pour les zones rurales.

La provision des services de dépôt est particulièrement limitée dans les régions rurales du Niger. Les épargnes aussi bien institutionnelles que non institutionnelles apparaissent limitées. Cependant, il existe une importante activité de finance informelle à l'échelon de village. La plupart des ménages ruraux sont engagés dans des transactions financières informelles, ce qui fait supposer l'existence de surplus temporaires au niveau familial. Le rôle potentiel d'un service d'intermédiaires amélioré dépend du manque de coïncidence entre les surplus temporaires et les déficits temporaires sur le plan géographique et sur le plan temporel. Autrement dit, le potentiel d'"institutionnalisation" de ces transactions informelles est fonction de la covariance des surplus. Les accords informels directs sont efficaces et moins coûteux lorsque les surplus et les déficits coïncident au même endroit (c'est à dire dans le même village) et au même moment. Cependant, quand ces transactions doivent se faire à travers de longues distances, ou quand la liquidité doit être "stockée" sous quelque forme avant de pouvoir être octroyée sous forme de crédit, les transactions informelles deviennent plus coûteuses et un véhicule plus formel pour opérer le financement devient alors justifié.

La discussion qui s'ensuit indique la complémentarité entre les initiatives de développement rural dans le secteur non financier et l'amélioration des marchés financiers ruraux. La diversification de la production agricole, et des activités économiques rurales en général, réduit la covariance des surplus.

Des déficits tendent à exister au moment où, ailleurs, il se produit des surplus. Les surplus qui se produisent actuellement grâce aux récoltes "contre-saisonnières" le long des rives du Niger couvriront demain les besoins des exploitations alimentées par les pluies. En résumé, la demande d'intermédiaires financiers augmente à la suite d'améliorations dans le secteur non financier de l'économie rurale.

Des initiatives réussies de développement rural au Niger créeront le besoin de meilleurs intermédiaires financiers. S'il n'y a pas de progrès dans le sens de la construction d'un système financier

viable dans les zones rurales, on ne pourra obtenir une croissance constante et autonome de l'économie rurale.

Mai, 1986

RÉFÉRENCES

Atlas du Niger. Editions Jeune Afrique, Paris, 1980.

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Bilans des Banques et des Etablissements Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine, 1980, 1981, 1982.

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. *Statistiques Economiques et Monétaires*, différentes éditions.

Caisse Nationale d'Epargne. *Rapport Annuel*, différentes années.

CNCA-France/CCE/CCCE. "Diagnostic de la CNCA et Perspectives du Crédit Agricole au Niger", janvier 1984.

Cuevas, Carlos E. "Financial Markets in Rural Niger: Formal and Informal Transactions at the Household Level". Rapport à l'USAID, Niamey, mars 1986.

Cullen, Michael A., et A. Waldstein. "Grain Marketing in Niger". 26ème réunion de l'Association pour les Etudes Africaines, décembre 1983.

Hemmings, Grace. "An Institutional Analysis of the Proposed Policy Reforms". USAID, Niger-Agricultural Sector Development Grant, juin 1984.

- Fonds Monétaire International. *Statistiques Financières Internationales*, différentes éditions.
- Fonds Monétaire International. Niger - Développement économiques récents, avril 1983.
- Joint Program Assessment of Grain Marketing in Niger*, Main Report, USAID - Gouvernement du Niger, décembre 1983.
- Masini, Mario. "Rural Finance Profiles: Mali". F.A.O.-FINAFRICA Groupe de travail, avril 1985.
- Masini, Mario, et Douglas H. Graham. "The 'Caisse Nationale de Crédit Agricole' of Niger: Development, Performance and Preliminary Recommendations". Rapport à l'USAID, Niamey, mars 1986.
- Niger-Ministère du Plan. *Bulletin de Statistique*, différentes éditions.
- Ronco Consulting Corporation. "Assessment of Agricultural Inputs and Input Delivery". USAID, Niger, novembre 1983.
- Toh, Kiertsak. "Recent Macroeconomic Developments in Niger: Country Situation, Policy, and Outlook". USAID, Niamey, avril 1984.
- Toh, Kiertsak. "Niger-Current Macroeconomic Situation and Constraints". USAID, Niamey, janvier 1986.
- USAID, Niger. "Niger-Agricultural Sector Development Grant". Niamey, juin 1984.
- Banque Mondiale. *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa. An Agenda for Action*. Washington D.C., 1981.
- Zalla, Tom, Rifat Barokas, et Grace Hemmings. "Institutional and Policy Constraints on Agricultural Production in Niger". USAID, Niger-Agricultural Sector Development Grant, Niamey, avril 1984.

APPENDICE

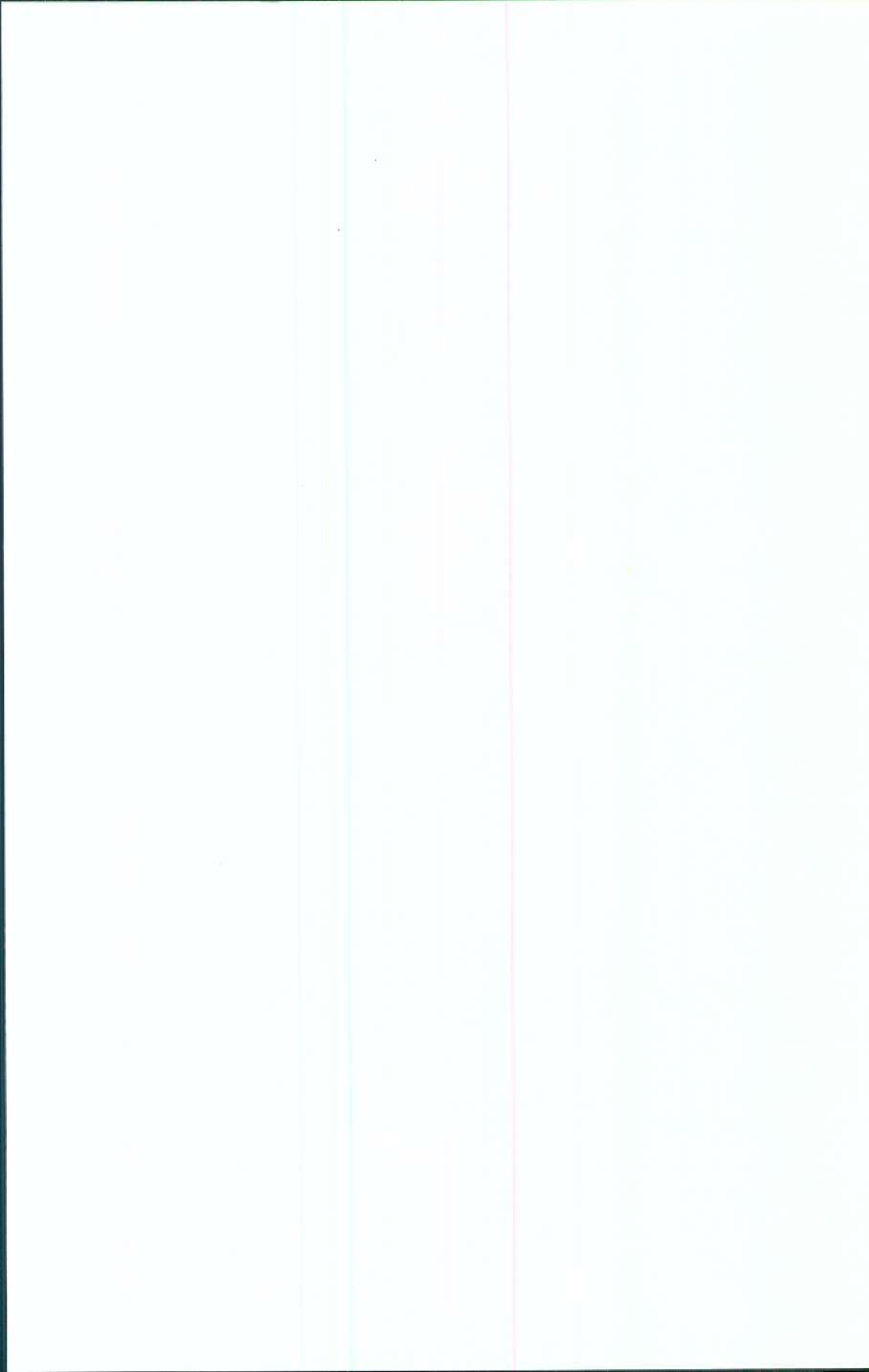


TABLEAU A.1

Structure de la production par secteur d'origine 1978-1985 (valeurs en %)

	Année							
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Secteur rural	46,3	42,6	42,5	45,7	46,6	46,2	43,6	47,1
Agriculture	24,3	21,8	21,8	22,5	24,6	24,4	23,7	24,9
Elevage	17,1	16,3	16,6	17,6	16,8	19,0	15,1	14,2
Pêche et Forêts	4,8	4,5	3,4	3,4	3,4	3,5	3,6	3,5
Mines	10,3	14,2	12,6	8,8	7,7	8,2	8,7	8,4
Industrie et Energie	4,6	4,4	4,1	4,6	5,0	5,5	5,8	5,5
Bâtiment et Travaux publics	4,8	5,6	6,0	4,5	3,9	3,5	3,1	3,4
Commerce, Transports et Services	23,4	23,3	23,4	25,0	24,8	25,1	26,3	24,3
Etat	6,3	5,7	6,3	6,7	7,1	7,4	8,6	7,8
PNB au coût des facteurs	95,7	95,7	94,9	95,3	95,1	95,8	96,1	96,5
Droits et taxes sur les importations	4,3	4,3	5,1	4,7	4,9	4,2	3,9	3,5
PNB aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Toh (1986).

TABLEAU A.2

Indices de croissance de la production physique de quelques produits agricoles typiques, 1978 - 1984 (1978 = 100)

	Année						
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Millet	100,0	111,8	121,5	117,0	115,2	118,0	69,3
Sorgho	100,0	94,6	99,2	86,8	96,2	97,5	64,7
Riz	100,0	75,1	96,9	125,0	128,2	134,4	159,5
Niébé	100,0	111,8	97,8	98,2	100,0	98,9	71,7
Arachides	100,0	89,0	126,0	102,0	88,0	74,0	31,0
Coton	100,0	69,0	64,5	40,1	44,5	89,0	144,0

Source: Calculs basés sur des données fournies par Toh (1986).

TABLEAU A.3

Distribution des coopératives et des GM par Département, 1984^a

Département	Nombre de coopératives	Nombre de GM	Nombre de villages
Niamey	292	1.632	1.334
Dosso	104	1.415	1.292
Tahoua	202	1.671	1.157
Maradi	188	2.273	2.047
Zinder	243	2.684	2.142
Diffa	81	718	547
Agadez	57	235	110
Total	1.167	10.628	8.829

Source: Union Nationale de Coopératives (UNC).

^a GM: "Groupement Mutualiste", unité de base des coopératives à l'échelon de village.

TABLEAU A.4

CNCA: Passifs et Capital. Composition en fin d'année, 1978/79 - 1983/84

	Année					
	1978- -1979 %	1979- -1980 %	1980- -1981 %	1981- -1982 %	1982- -1983 %	1983- -1984 %
Banque Centrale	52,1	34,6	30,5	30,7	41,9	35,2
Compte de chèques	1,1	2,2	2,1	6,7	4,2	4,0
Comptes courants	1,3	1,4	5,6	2,7	2,1	3,0
Banques et Correspondants	1,9	4,0	5,5	3,6	1,0	—
Créditeurs divers	0,8	0,7	2,5	2,5	2,4	2,8
Dépôts à échéance fixe	17,0	24,6	18,0	18,5	13,6	13,9
Emprunts	6,2	14,6	18,0	14,1	13,6	17,4
Comptes d'ordre et divers	0,9	3,4	2,6	7,8	8,6	7,9
Fonds de garantie et de réserve	5,7	4,8	7,3	5,6	5,0	6,2
Reports à Nouveau	—	—	—	1,0	1,6	3,1
Capital ou Dotation	12,6	7,9	6,7	5,9	4,8	5,4
Résultat d'exercice	0,6	1,9	1,2	1,0	1,1	1,2

Source: Masini et Graham (1986).

TABLEAU A.5

CNCA: Actifs financiers. Taux de variation annuelle et composition en fin d'année, 1978-79 - 1984-85

	1978- -1979 %	1979- -1980 %	1980- -1981 %	Année		1983- -1984 %	1984- -1985 %
				1981- -1982 %	1982- -1983 %		
Taux de variation							
Caisse, CCP, Banque centrale	—	-57,5	541,0	-78,0	112,7	-21,9	—
Banques et Correspondants	—	119,6	37,8	-96,0	284,3	349,5	—
Comptes Courants	—	37,8	5,5	21,0	36,4	-16,1	-5,6
Crédits à court terme	—	-30,6	155,9	-10,6	14,4	-13,8	-80,8
Crédits à moyen terme	—	111,9	18,1	-0,9	3,5	-4,0	-23,8
Crédits douteux <i>moins</i> provisions	—	—	29,2	66,2	-63,9	-100,0	—
Total	—	52,9	13,3	10,8	24,0	-12,9	—
Composition en pourcentage							
Caisse, CCP, Banque centrale	0,4	0,1	0,7	0,1	0,2	0,2	—
Banques et Correspondants	0,6	0,9	1,0	0,1	0,1	0,6	—
Comptes Courants	69,7	62,8	58,5	63,9	70,3	67,7	—
Crédits à court terme	3,5	1,6	3,6	2,9	2,6	2,6	—
Crédits à moyen terme	24,3	33,7	35,1	31,4	26,2	28,9	—
Crédits douteux <i>moins</i> provisions	1,5	1,0	1,1	1,6	0,5	—	—

Source: Masini et Graham (1986).

TABLEAU A.6

CNCA: Rendement moyen sur les Crédits, 1979-80 - 1983-84

	1979- -1980	1980- -1981	Année 1981- -1982	1982- -1983	1983- -1984
Moyen terme					
Interêt et commissions (millions de f.CFA)	174,8	243,5	270,8	358,4	189,9
Capital moyen (millions de f.CFA)	2.689,6	3.984,8	4.295,3	4.349,6	4.334,4
Rendement moyen, %	6,5	6,1	6,3	8,2	4,4
Court terme					
Interêt et commissions (millions de f.CFA)	26,1	68,6	29,1	21,3	10,1
Capital moyen (millions de f.CFA)	208,3	303,6	413,5	418,4	415,8
Rendement moyen, %	12,5	22,6	7,0	5,1	2,4
Découverts					
Interêt et commissions (millions de f.CFA)	824,5	949,5	1.359,2	1.846,9	1.644,9
Capital moyen (millions de f.CFA)	5.885,8	7.009,5	7.952,4	10.289,5	10.917,4
Rendement moyen, %	14,0	13,6	17,1	18,0	15,1

Source: Masini et Graham (1986).